

REPUBLIQUE DU BENIN



LOI DE FINANCES, GESTION 2015

RAPPORT ECONOMIQUE ET FINANCIER

Décembre 2014

Sommaire

LISTE DES TABLEUX.....	3
LISTE DES GRAPHIQUES.....	3
SYNTHESE	4
INTRODUCTION	7
CHAPITRE 1 : ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	8
1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ET REGIONAL.....	8
2. EVOLUTION DES MARCHES.....	14
2.1. Evolution du marché des changes.....	14
2.2. Matières premières.....	16
CHAPITRE 2 : SITUATION ECONOMIQUE NATIONALE	
1. RETOUR SUR LES PERFORMANCES ECONOMIQUES DE 2013	20
2. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE AU PREMIER SEMESTRE ET PERSPECTIVES POUR 2014	26
3. EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT, GESTION 2014.....	32
CHAPITRE 3 : PERSPECTIVES ECONOMIQUES POUR 2015	43
1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE MONDIAL.....	43
2. PERSPECTIVES POUR LES DIFFERENTS MARCHES.....	46
3. PERSPECTIVES ECONOMIQUES NATIONALES POUR 2015.....	48
CHAPITRE 4 : ACTIONS BUDGETAIRES ET FISCALES POUR 2015	52
1. GRANDES OPTIONS DU PROJET DE LOI DE FINANCES, GESTION 2015	52
2. GRANDES MASSES DU BUDGET POUR LA GESTION 2015.....	78
3. EQUILIBRE GENERAL DE LA LOI DE FINANCES 2015	81
CONCLUSION.....	82

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Récapitulatif des taux de croissance et d'inflation des pays de l'UEMOA.....	13
Tableau 2 : Taux de croissance par secteur d'activité de 2007 à 2013	21
Tableau 3 : Taux de croissance des éléments de la demande de 2007 à 2013	22
Tableau 4 : Croissance sectorielle en 2014.....	29
Tableau 5 : Situation monétaire intégrée au 30 juin 2014 (en milliards FCFA)	32
Tableau 6: Point de réalisation des recettes au 30/06/2014 (en milliards FCFA)	32
Tableau 7: Point de réalisation des recettes douanières au 30/06/2014 (en milliards FCFA)	34
Tableau 8: Point de réalisation des recettes des Impôts au 30/06/2014 (en milliards FCFA)	35
Tableau 9: Point de réalisation des recettes de la DGTCP au 30/06/2014 (en milliards FCFA)	36
Tableau 10: Point d'exécution des dépenses publiques au 30/06/2014 base engagement (en milliards FCFA)	39
Tableau 11: Bilan du PIP au 31 décembre 2013 par source de financement (en milliards FCFA)	41
Tableau 12 : Bilan du PIP au 31 décembre 2013 par secteur d'activité (en milliards FCFA)	42
Tableau 13 : Evolution des taux de croissance et d'inflation dans les principaux pays du monde.....	44
Tableau 15: Prévisions des recettes budgétaires pour 2015 (en milliards FCFA)	78
Tableau 16: Prévisions des dépenses budgétaires pour 2015 (en milliards FCFA)	79
Tableau 17: Equilibre général de la Loi de Finances, gestion 2015 (en millions FCFA)	81

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution mensuelle de l'euro par rapport au dollar de janvier 2013 à juin 2014.....	14
Graphique 2 : Evolution mensuelle du naira par rapport au CFA de janvier 2013 à juillet 2014	15
Graphique 3 : Evolution mensuelle du yuan par rapport au CFA de janvier 2013 à juin 2014.....	16
Graphique 4: Evolution de l'indice A de Liverpool (en cents US/livre) de janvier 2013 à juin 2014.....	17
Graphique 5 : Evolution du cours du pétrole (en\$/baril) de janvier 2013 à juin 2014.....	18
Graphique 6: Evolution du cours du riz (en\$/t) de janvier 2013 à juin 2014	18

SYNTHESE

Durant le premier trimestre de l'année 2014, l'économie mondiale a enregistré un léger ralentissement. La morosité économique observée aux Etats-Unis au premier trimestre, ajoutée aux perspectives moins optimistes de plusieurs pays émergents, a amené le FMI à tabler sur une croissance de 3,4% en 2014, en baisse de 0,3 point par rapport au taux publié dans "les perspectives économiques" paru en Avril 2014.

En Afrique subsaharienne, malgré l'intensification des déficits budgétaire et du compte courant dans toute la région, le taux de croissance devrait ressortir à 5,4% comme en 2013, grâce à la consolidation de la demande extérieure et des investissements dans les ressources naturelles, l'infrastructure et la production agricole. L'inflation devrait poursuivre sa tendance baissière amorcée depuis fin 2012, et ressortir à 6,1% en 2014 contre 6,3% en 2013.

Au sein de l'UEMOA, l'accélération du rythme de croissance se poursuit. Le FMI prévoit pour 2014 une croissance de 6,6% contre 5,5% en 2013. S'agissant de l'inflation, le taux ressortirait à 0,3%

Il est prévu au Nigéria une croissance économique de 7,0% en 2014, contre 5,5% en 2013. Au niveau des prix, le taux d'inflation a enregistré en glissement annuel une progression de 8,2% en juin contre 7,8% en

mars 2014. Pour l'ensemble de l'année, le FMI projette un taux d'inflation de 7,3% contre 8,0% en 2013.

En ce qui concerne le marché des changes, l'euro s'est apprécié par rapport au dollar, au premier semestre 2014 comparativement à la même période de l'année 2013. En effet, il est passé de 1,31 dollar au premier semestre 2013 à 1,37 dollar à la même période en 2014, soit un taux d'appréciation de 4,4%. Quant à la monnaie nigériane, elle a fluctué au cours du premier semestre 2014, dans une bande comprise entre 3,06 FCFA et 3,11 FCFA.

Au niveau des matières premières, les cours du pétrole ont amorcé au second semestre une tendance haussière pour atteindre pour la première fois en 2014, 112 dollars en juin. Par rapport à la même période de l'année 2013, les prix du pétrole ont ainsi enregistré une hausse d'environ 8,5% en glissement annuel. Sur le marché de coton, le prix a amorcé une légère reprise après le dernier trimestre de 2013, avant d'amorcer à nouveau une tendance baissière. Ainsi, l'indice A de Cotlook a progressé de 7,9% par rapport au dernier trimestre de 2013, avant d'enregistrer un nouveau recul de 1,5% au second trimestre de 2014 en s'établissant à 91,9cts/lb.

Au Bénin, le taux de croissance pour l'année 2014 devrait s'établir à 5,7% contre une prévision de 6,5% dans la Loi de Finances

2014. Cette révision des prévisions de croissance est imputable à la conjoncture économique du premier semestre, marquée entre autres, par la grève dans l'Administration Publique, le délestage électrique, les activités de commercialisation et d'égrenage de coton-graine et l'évolution du commerce extérieur.

A fin juillet 2014, le taux d'inflation est ressorti à -0,9%. Sur l'ensemble de l'année, ce taux devrait s'inscrire en deçà de la norme communautaire de 3,0%.

Au plan des finances publiques, les ressources totales se sont établies, au premier semestre 2014, à 461,33 milliards FCFA sur une prévision de 1.123,87 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 41,0% de l'objectif pour l'année.

Les Administrations financières ont mobilisé 369,72 milliards FCFA sur une prévision de 810,47 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 45,6%. Comparativement aux réalisations de la même période de l'année antérieure, les recettes des régies ont régressé de 8,6%. A fin juin 2014, les autres recettes ont aussi enregistré une baisse d'environ 19,7% par rapport à leur niveau de juin 2013. Cette contre-performance est essentiellement due à une baisse de la mobilisation des ressources extérieures.

La gestion 2014 du Budget Général de l'Etat a été caractérisée par un niveau d'exécution des dépenses de 625,46 milliards FCFA sur une

prévision de 1127,50 milliards FCFA, soit un taux d'engagement de 55,5%. A la même période de l'année 2013, le taux d'engagement était de 48,5%. Il en ressort, en glissement annuel, un écart positif de 23,4%. Cette hausse est le reflet des nombreuses réformes engagées dans l'apurement des dettes intérieures et des mesures d'encadrement et de suivi rapproché prises par la Direction Générale du Budget (DGB). Les dépenses courantes au premier semestre de 2014 s'élèvent à 343,29 milliards FCFA sur une prévision annuelle de 597,60 milliards FCFA, soit un taux d'engagement de 57,4%. A fin juin 2014, les investissements publics ont été engagés à hauteur de 101,61 milliards FCFA pour une prévision de 297,80 milliards, soit un taux d'engagement de 34,1%. En glissement annuel, le niveau d'engagement des investissements publics est en légère hausse de 0,8%.

Le niveau d'engagement du service de la dette publique a atteint 129,09 milliards FCFA au premier semestre 2014, soit un taux d'engagement de 112,6%. Ce niveau d'engagement du service de la dette publique est en hausse de 388,6% par rapport au premier semestre 2013.

L'orientation de la politique économique du Gouvernement pour le quinquennat 2012-2016 vise le développement de l'entreprise et de l'initiative privée. Les points d'application de cette orientation globale au

titre de l'année 2015 sont : (i) la promotion de l'emploi des jeunes ; (ii) le renforcement du capital humain et des infrastructures de soutien à la production ; (iii) la modernisation de l'agriculture (production vivrière, élevage et pêche) et la promotion de l'agro-industrie ; (iv) le développement local. Les axes transversaux de cette politique économique sont relatifs à la promotion de la bonne gouvernance, le développement des archives, la réduction des inégalités de genre et la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques.

Sur la base de ces orientations, le taux de croissance devrait se consolider en 2015 et s'établir à 6,0% dans un environnement non inflationniste, avec un taux d'inflation avoisinant 2,0%.

Les ressources intérieures attendues (y compris les CST¹) se chiffrent à 1033,04 milliards FCFA, en hausse de 6,4% par rapport au Budget 2014. La prévision de ces recettes par administration financière est projetée comme suit :

- les Douanes : 420,05 milliards FCFA contre 407,98 milliards FCFA en 2014, soit une hausse de 3,0%;

- les Impôts : 379,20 milliards FCFA contre 345,79 milliards FCFA en 2014, soit une hausse de 9,7%;
- le Trésor : 59,80 milliards FCFA contre 56,70 milliards FCFA en 2014, soit une hausse de 5,5%

Les prévisions de dépenses budgétaires s'établissent à 1213,02 milliards FCFA, en hausse de 17,6% par rapport à la gestion 2014. Il se dégage ainsi un déficit de 179,98 milliards FCFA.

¹Compte Spéciaux du Trésor

INTRODUCTION

Le premier trimestre de l'année 2014 a été caractérisé par un ralentissement de l'activité économique mondiale. Aux Etats-Unis, le PIB en volume a connu une contraction de 2,9%, suite aux conditions météorologiques inhabituellement rigoureuses. Malgré la reprise observée à partir du deuxième trimestre, plusieurs économies émergentes ont gardé des perspectives moins optimistes. Au vu de ces facteurs, le Fonds Monétaire International projette pour l'année 2014, un taux de croissance économique mondial de 3,4%, en baisse de 0,3 point par rapport aux "perspectives économiques mondiales" paru en avril 2014.

Au Bénin, l'activité économique devrait se consolider en 2014. Le taux de croissance économique est prévu pour s'établir à 5,7%, en légère hausse par rapport aux années antérieures (5,6% en 2013 et 5,4% en 2012).

Afin d'atteindre l'objectif de croissance de 6,0% fixé pour 2015, le Gouvernement compte poursuivre la mise en œuvre de son orientation de politique économique axée sur le développement de l'entreprise et de l'initiative privée via *(i) la promotion de l'emploi des jeunes ; (ii) le renforcement du capital humain et des infrastructures de soutien à la production ; (iii) la modernisation de l'agriculture (production vivrière, élevage et pêche) et la promotion de l'agro-industrie ; (iv) le développement local.*

Le présent Rapport Economique et Financier (REF) retrace le cadre macroéconomique et financier dans lequel s'exécutera la Loi de Finances pour la gestion 2015. Il s'articule en quatre chapitres. Les deux premiers chapitres sont respectivement consacrés à l'étude de l'environnement économique international et national au cours du premier semestre 2014. Les perspectives économiques tant internationales que nationales sont abordées dans le troisième chapitre. Le quatrième chapitre décrit les actions budgétaires et fiscales pour l'année 2015.

CHAPITRE 1 : ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ET REGIONAL

Malgré un léger ralentissement au premier trimestre 2014, l'activité économique mondiale reste sur une trajectoire de croissance progressive, soutenue par une dynamique solide dans un certain nombre d'économies avancées. Même si des incertitudes géopolitiques et des obstacles structurels n'ont pas favorisé une reprise plus forte dans les économies de marché émergentes prises globalement, une plus grande différenciation des perspectives de croissance d'un pays à l'autre apparaît désormais plus évidente. En raison de la morosité économique observée au 1^{er} trimestre 2014 en particulier aux États-Unis, et des perspectives moins optimistes de plusieurs pays émergents, le FMI table sur une croissance de 3,4% en 2014, en baisse de 0,3% par rapport aux prévisions du mois d'avril.

L'inflation, quant à elle, s'est récemment renforcée à l'échelle mondiale, mais demeure relativement faible au regard des moyennes historiques.

Aux États-Unis, le PIB en volume s'est contracté de 2,9% au premier trimestre 2014, après une hausse de 2,6% au quatrième trimestre 2013, reflétant des conditions météorologiques inhabituellement rigoureuses. La contraction du PIB est imputable à la baisse de la consommation privée et à une contribution négative plus importante des exportations nettes. Au deuxième trimestre 2014, l'effet des facteurs temporaires semble se dissiper. Mais, sur l'ensemble de l'année, comme la reprise de l'investissement est plus timide, le rebond ne devrait compenser qu'en partie la faiblesse du premier trimestre. Selon le FMI, les projections de croissance pour 2014 s'établissent à 1,7% contre 1,9% en 2013.

S'agissant de l'inflation, elle est ressortie en juin 2014 à 2,1% contre 1,5% en janvier 2014, soit une hausse de 0,6 point. Ce niveau élevé de l'inflation reflète pour l'essentiel de fortes hausses des prix des produits alimentaires et de l'énergie. Les effets de base affectant les prix de l'énergie et des produits alimentaires, qui devraient se dissiper, ont continué à jouer un rôle important dans l'évolution de l'inflation globale. Pour l'ensemble de l'année 2014, le FMI prévoit un taux d'inflation de 1,4% contre 1,5% en 2013.

Dans la Zone Euro, le PIB en volume a augmenté de 0,2% au premier trimestre de l'année 2014. Les indicateurs économiques, notamment les résultats d'enquêtes disponibles jusqu'au mois de juin, indiquent une poursuite de la reprise très progressive de l'activité au deuxième trimestre 2014. Pour le reste de l'année, la demande intérieure devrait être soutenue par une série de facteurs, au nombre desquels la poursuite de

l'orientation accommodante de la politique monétaire et l'amélioration en cours des conditions de financement. En outre, les progrès réalisés en matière d'assainissement budgétaire et de réforme structurelle, ainsi que l'accroissement du revenu réel disponible, devraient apporter une contribution positive à la croissance économique.

Par ailleurs, la demande d'exportation devrait bénéficier de la reprise économique en cours au niveau mondial.

Sur la base de ce qui précède, la croissance pour 2014 devrait s'établir, selon le FMI, à 1,1% contre une contraction de 0,3% en 2013.

S'agissant de l'évolution des prix, la hausse annuelle de l'IPCH dans la zone euro s'est établie à 0,5% en juin 2014, sans changement par rapport à mai. La progression annuelle de l'IPCH devrait se maintenir à des niveaux faibles au cours des prochains mois et se situerait au titre de l'année 2014 à 1,1% contre 0,9% en 2013.

Au Japon, après deux trimestres de ralentissement, le volume du PIB nippon a connu un bond de 1,6% au premier trimestre 2014. La demande domestique a été le principal moteur de la croissance, soutenue par le boom de la consommation privée et de l'investissement des entreprises anticipant le relèvement de la TVA à partir du mois d'avril. Au deuxième trimestre, le PIB en volume devrait se contracter sous l'effet du rééquilibrage des dépenses privées.

Pour l'ensemble de l'année 2014, le FMI table sur un taux de croissance de 1,6% contre 1,5% en 2013.

S'agissant de l'évolution des prix, la hausse annuelle des prix à la consommation s'est encore accentuée en juin, ressortant à 3,6 %, après 3,7% en mai, tandis que sa mesure plus étroite (IPC hors produits alimentaires, boissons et énergie) s'est inscrite en baisse de 0,1 point de pourcentage. La hausse de 2,1 points de pourcentage de l'IPC depuis mars reflète une répercussion quasi intégrale du relèvement de la TVA. Pour l'ensemble de l'année 2014, le taux d'inflation ressortirait à 2,8% contre 1,6% en 2013.

Au Royaume-Uni, le PIB a progressé de 0,8% au premier trimestre 2014, induit par les hausses des secteurs des services, de la production et de la construction. En glissement annuel, la progression du PIB est de 3,1%. Au deuxième trimestre, la demande intérieure a continué de soutenir la robustesse de l'économie observée depuis plusieurs trimestres. Les dernières publications d'indicateurs tirés d'enquêtes témoignent d'une croissance vigoureuse de la consommation des ménages et de l'investissement des entreprises

depuis avril 2014. Sur l'ensemble de l'année, le FMI estime une progression du PIB de 3,2% contre 1,7% en 2013.

S'agissant de l'évolution des prix, le taux d'inflation a décéléré à un rythme annuel de 1,5% en mai 2014, contre 1,8% en avril, d'après l'Office National de Statistique. La baisse des coûts des services de transport, en particulier les tarifs aériens, a constitué la principale contribution au ralentissement de l'inflation annuelle, devant les secteurs de l'alimentaire (hors alcool) et de l'habillement. Pour l'ensemble de l'année 2014, le taux d'inflation, selon le FMI ressortirait à 1,9% contre 2,0% en 2013.

Dans les Pays émergents d'Asie, l'année 2013 a été une nouvelle année de croissance modérée, en raison essentiellement des ajustements intérieurs effectués pour faire face aux déséquilibres engendrés par plusieurs années d'expansion alimentée par le crédit. Le processus d'ajustement se poursuivra en 2014 et le taux de croissance réelle du crédit s'affichera à moins de 10%, en particulier en Chine, en Malaisie et en Indonésie.

En Chine, après une faiblesse relative au premier trimestre 2014, la croissance s'est légèrement accélérée au deuxième trimestre à 7,5% en raison des mesures de relance monétaire et budgétaire modestes et d'un accroissement de la demande extérieure. Globalement pour le premier semestre 2014, la croissance du PIB est ressortie à 7,4%. Pour le reste de l'année 2014, le FMI table sur une croissance de 7,4% contre 7,7% en 2013. Avec ce niveau de croissance, la Chine va devenir en 2014, la première puissance économique mondiale. En 2013, les États-Unis disposaient d'un PIB qui représentait 16,5 % du PIB mondial, et la Chine arrivait en second avec un poids de 15,9 %, devançant la zone euro (12,2%). Le poids de la Chine dans l'économie mondiale dépassera 17 % quand celui du PIB des États Unis restera aux alentours de 16,5%.

La hausse des prix à la consommation, principale jauge de l'inflation en Chine, a ralenti en juin 2014 à 2,4% contre 2,5% en mai 2014. Une modération qui pourrait ouvrir la voie à des mesures accrues pour stimuler l'activité économique. L'inflation reste cependant toujours très en deçà du plafond annuel de 3,5% fixé en mars par Pékin, soucieux d'endiguer toute flambée des prix et de contenir les mécontentements sociaux. Pour l'ensemble de l'année, le FMI estime que le taux d'inflation se maintiendrait à 3,0% contre 2,5% en 2013.

En Inde, la reprise semble être enfin là. En effet, en avril 2014 la croissance de la production industrielle a accéléré à 3,4% après deux mois de recul. Par ailleurs, la hausse de 15,6% de la production de biens d'équipements est particulièrement salubre après

quatre mois de baisse. De plus, l'évolution des indices de confiance dans l'industrie et le niveau particulièrement élevé des taux d'utilisation des capacités de production plaident également en faveur d'un redémarrage de l'investissement. Même si ces indicateurs sont à considérer avec prudence, compte tenu, notamment, de la forte volatilité des indices de production industrielle, ils laissent envisager une réelle reprise. Sur cette base, le FMI plaide pour une croissance de 5,4% en 2014 contre 5,0% en 2013.

S'agissant de l'évolution des prix, en dépit d'une politique monétaire peu accommodante, les pressions inflationnistes restent fortes. En mai 2014, les prix à la consommation affichaient une hausse de 8,3% et les prix hors alimentation augmentaient de 7,7%. Ces pressions ne devraient pas diminuer suffisamment au cours des prochains mois pour permettre aux autorités monétaires d'assouplir leur politique. En outre, les risques d'une moisson défavorable sont élevés, ce qui pourrait peser à la hausse sur les prix alimentaires. Le FMI estime que le taux d'inflation pour 2014 sera de 8,0% contre 9,1% en 2013.

Dans les pays de l'Amérique Latine et Caraïbes, l'activité a manqué de dynamisme en raison de la stabilité ou de la baisse des prix des produits de base, de la chute du taux de croissance du PIB des États-Unis au premier trimestre, du ralentissement de la croissance en Chine et de problèmes intérieurs. Les difficultés rencontrées par la région, déjà présentes en 2013, ont pesé sur les exportations de marchandises dans un certain nombre de pays. Les données pour le premier trimestre indiquent une situation précaire en Argentine, au Brésil, au Mexique et au Pérou. Les exportations de la région, y compris les recettes du tourisme dans les Caraïbes, s'amélioreront probablement sous l'effet du raffermissement de la croissance dans les pays avancés et de l'amélioration de la compétitivité due aux dépréciations antérieures des monnaies intérieures. Ces différents facteurs, conjugués à la poursuite d'un robuste accroissement des investissements le long de la côte pacifique de l'Amérique du Sud et à de fortes entrées de capitaux devraient permettre de compenser les faibles résultats du premier trimestre pour générer une modeste augmentation de 2,0 % du PIB de la région en 2014 contre 2,6% en 2013 selon le FMI. Le Brésil, qui est la plus grande économie de la région, devrait selon les projections, afficher un rythme de croissance plus lent que prévu cette année, puisqu'il ne sera que de 1,3% contre 2,5% en 2013.

S'agissant de l'évolution des prix, certains pays de l'Amérique Latine enregistrent des taux d'inflation élevés. En effet, l'Argentine et le Venezuela sont confrontés à des taux

d'inflation chronique. Le taux d'inflation en Argentine est ressorti en juin 2014 à 15% et celui du Venezuela est allé au-delà de 40%. Le Brésil, quant à lui, a enregistré un taux d'inflation de 6,5% en juin 2014 contre 6,4% un mois plutôt.

Pour l'ensemble de l'année, le FMI table sur des taux d'inflation de 5,9% au Brésil, plus de 25% en Argentine et 50,7% au Venezuela.

En Afrique Subsaharienne, en dépit du fait que les déficits budgétaire et du compte courant se sont aggravés dans toute la région, par suite de l'ampleur des dépenses publiques, de la chute des cours des produits de base et de la forte progression des importations, les perspectives à moyen terme de la région restent favorables, et le taux de croissance du PIB devrait ressortir à 5,4% en 2014 tout comme en 2013 grâce au raffermissement de la demande extérieure et aux investissements dans les ressources naturelles, l'infrastructure et la production agricole. La croissance devrait être particulièrement soutenue en Afrique de l'Est, grâce aux entrées d'Investissements Directs Etrangers attirés par les ressources en gaz naturel offshore en Tanzanie et par la mise en production des champs pétrolifères en Ouganda et au Kenya. Même si la croissance reste faible en Afrique du Sud, elle se raffermira quelque peu en Angola et restera robuste au Nigéria, qui est la plus grande économie de la région.

L'inflation devrait poursuivre sa tendance baissière en l'absence de nouvelles flambées des prix des carburants et des produits alimentaires. Selon les projections du FMI, le niveau devrait tomber à 6,1% en 2014 contre 6,3% en 2013.

Au Nigeria, la croissance économique, au premier trimestre 2014 est ressortie à 6,2% contre 6,8% au dernier trimestre de 2013. La croissance du PIB a été induite aussi bien par le secteur pétrolier que par le secteur non pétrolier. Selon le FMI, le taux de croissance de l'année 2014 ressortirait à 7,0% contre 5,5% en 2013.

S'agissant de l'évolution des prix, le taux d'inflation a enregistré en glissement annuel une progression de 8,2% en juin contre 7,8% en mars 2014. Pour l'ensemble de l'année, le FMI table sur un taux d'inflation de 7,3% contre 8,0% en 2013.

Au sein de l'UEMOA, l'activité économique a maintenu sa tendance haussière dans les principaux secteurs. En effet, comparé à la même période de l'année précédente, l'indice de la production industrielle a progressé de 5,5% en juin, après 6,4% en mai 2014. L'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail a, quant à lui, augmenté de 5,7% en glissement annuel en juin 2014 après 5,5% en mai 2014. En variation mensuelle, l'indice de la production industrielle est ressorti en baisse de 6,6% en juin 2014 contre 7,0% en

mai 2014. Quant au commerce de détail, l'indice y relatif est en hausse de 0,3% contre 0,1% le mois précédent.

L'évolution de la conjoncture au premier semestre combinée à une mise en œuvre soutenue des réformes permettrait à la croissance de rester vigoureuse en 2014 et à moyen terme. Selon la BCEAO, la croissance atteindrait 6,6% en 2014 contre 5,5% en 2013. L'amélioration de la croissance de 2014 par rapport à 2013 proviendrait du regain d'activité dans le secteur primaire, fortement dominé par la production agricole, laquelle production bénéficierait des retombées positives des actions menées par les pouvoirs publics en vue d'accroître la productivité au sein des filières agricoles. La croissance prévue en 2014 serait également soutenue par le dynamisme du secteur secondaire, consécutif au renforcement de la production industrielle et de l'activité dans la branche des Bâtiments et Travaux Publics, en raison du maintien des investissements publics et privés dans les secteurs clés de l'économie.

Le taux d'inflation, en glissement annuel, est ressorti nul à fin juin 2014 contre -0,03% le mois précédent. La baisse en rythme annuel des prix des produits alimentaires, portée par les céréales et les légumes, a été compensée par la progression des prix des services de transport. L'évolution des prix dans le secteur du transport a été influencée par l'augmentation des coûts des carburants au Togo, du matériel roulant au Burkina Faso et des pièces détachées au Mali et au Niger. Le taux d'inflation sous-jacente, en glissement annuel, calculé en excluant les prix des produits frais et énergétiques, est ressorti à 0,1% à fin juin 2014, proche du niveau du taux d'inflation global.

Tableau 1 : Récapitulatif des taux de croissance et d'inflation des pays de l'UEMOA

Pays	Taux de croissance			Taux d'inflation	
	2012	2013	2014	2012	2013
Bénin	5,4	5,6	5,7	6,7	1,0
Burkina Faso	9,0	6,6	6,7	3,8	0,5
Côte d'Ivoire	9,8	8,7	8,2	1,3	2,6
Guinée Bissau	-1,5	0,3	3,0	2,1	0,9
Mali	-0,2	1,7	6,5	5,3	-0,6
Niger	11,1	3,6	6,5	0,5	2,3
Sénégal	3,5	3,2	4,9	1,4	0,7
Togo	5,9	5,6	6,2	2,6	1,8
UEMOA	6,6	5,5	6,6	2,4	1,5

Source : FMI, BCEAO, juin 2014

Pour l'ensemble de l'année 2014, le taux d'inflation dans l'UEMOA est projeté en moyenne à 0,3%, contre une prévision précédente de 1,8%. Cette révision sensible à la baisse du taux d'inflation projeté sur l'ensemble de l'année 2014 est justifiée par la baisse des prix des céréales locales, observée au premier trimestre 2014, la baisse du coût des loyers au Sénégal et l'absence de tensions sur les cours mondiaux des produits alimentaires.

2 EVOLUTION DES MARCHES

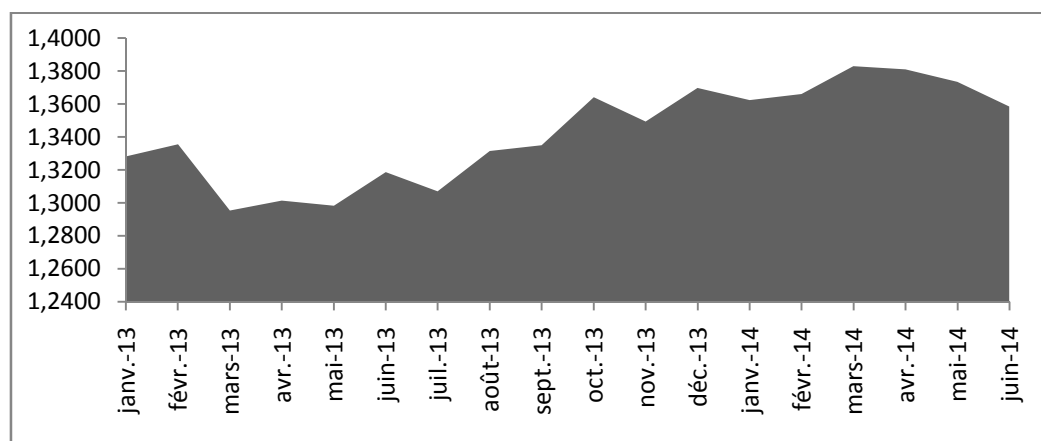
Cette partie est consacrée à l'analyse du marché des changes et celui des matières premières.

2.1. Evolution du marché des changes

Euro/Dollar

Au cours du premier semestre 2014, l'euro a connu une appréciation par rapport au dollar comparativement à son niveau de la même période de l'année 2013. Le cours de la monnaie européenne est passé de 1,31 dollar au premier semestre 2013 à 1,37 dollar au premier semestre 2014, soit un taux de d'appréciation de 4,6%.

Graphique 1 : Evolution mensuelle de l'euro par rapport au dollar de janvier 2013 à juin 2014



Source : DPC, sur la base des données de la Banque Centrale Européenne

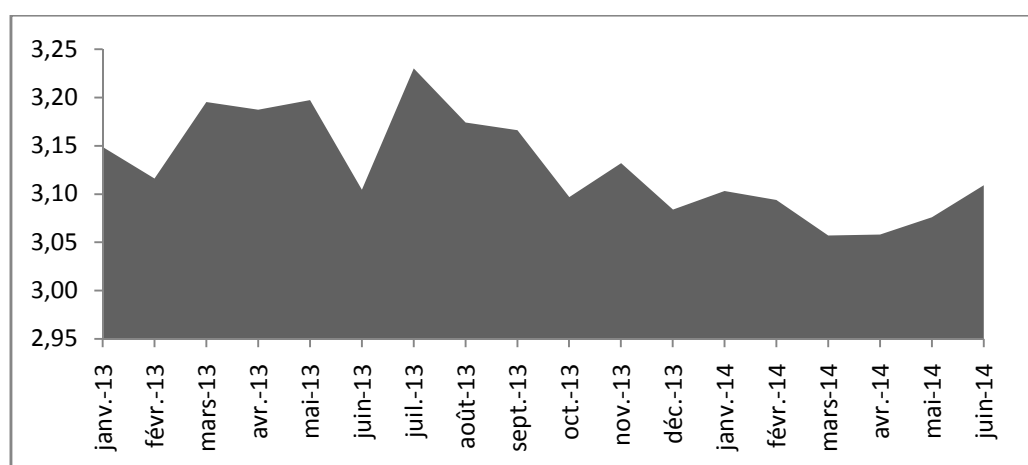
Par ailleurs, l'analyse de l'évolution mensuelle de l'euro par rapport au dollar montre que de janvier à mars 2014, l'euro est passé de 1,36 dollar à 1,38 dollar, soit une hausse de 1,5%. A partir du mois de mars 2014, l'euro s'est inscrit dans une tendance baissière par rapport au billet vert en passant à 1,36 dollar en juin 2014, affichant ainsi une dépréciation de 1,8%. La tendance de l'euro par rapport au dollar est le reflet des divergences de politique monétaires entre les deux banques centrales. En effet, la faiblesse persistante de l'inflation en zone euro a poussé la Banque Centrale Européenne(BCE) à amplifier son assouplissement tant sur le plan conventionnel (baisse de 15 points de base de ses taux

directeurs), que non conventionnel. Cette inflexion de la BCE est en divergence avec la stratégie de la réserve Fédérale (FED) consistant à réduire les achats des titres par la FED et avec la mise en œuvre très prochaine d'une politique monétaire plus accommodante, notamment, le relèvement des taux directeurs.

Naira/FCFA

Au cours du premier semestre 2014, le naira a fluctué dans une bande comprise entre 3,06 FCFA et 3,11 FCFA. En moyenne au premier semestre 2014, le naira est ressorti à 3,08 FCFA alors qu'il valait en moyenne 3,16 FCFA au premier semestre 2013, soit une dépréciation de 2,4%. Entre janvier et mars 2014, la monnaie nigériane s'est dépréciée par rapport au FCFA en passant de 3,10 FCFA à 3,06 FCFA pour rester stable jusqu'en avril. Le naira a repris une tendance haussière par rapport au FCFA pour s'afficher à 3,11 FCFA en juin, soit un taux d'appréciation de 1,7%.

Graphique 2: Evolution mensuelle du naira par rapport au CFA de janvier 2013 à juillet 2014

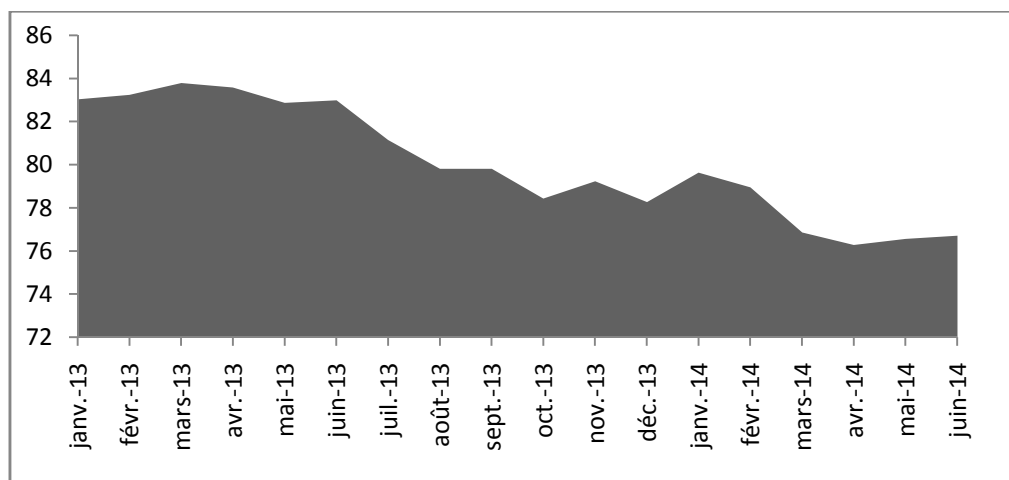


Source : DPC, sur la base des données Afristat, juillet 2014

Yuan/FCFA

Au cours du premier semestre 2014, le yuan chinois s'est déprécié par rapport au FCFA. En effet, le cours moyen du yuan chinois est passé de 83,27 FCFA au premier semestre 2013 à 77,51 FCFA au premier semestre 2014, soit une dépréciation de 6,9%.

Graphique 3 : Evolution mensuelle du yuan par rapport au CFA de janvier 2013 à juin 2014



2.2. Matières premières

En début d'année 2014, les marchés des matières premières, aussi bien agricoles que minières, ont manqué de fermeté. Toutefois, alors que les prix des produits non énergétiques ont connu une baisse selon l'indice des prix de la Banque mondiale à la fin du premier semestre 2014, les cours des produits énergétiques ont poursuivi leur hausse tirés par le pétrole.

Le coton

Après un dernier trimestre difficile en 2013, le marché du coton a montré une reprise au premier trimestre 2014 avant d'amorcer à nouveau une tendance baissière au deuxième trimestre. Au premier trimestre 2014, l'indice A de cotlook a progressé de 7,9% par rapport au trimestre précédent pour s'afficher à 93,3 cts/lb² avant d'enregistrer une baisse de 1,5% au deuxième trimestre 2014 en s'établissant à 91,9 cts/lb. En glissement annuel, cette baisse est d'environ 1,2%.

Pour la campagne 2013/2014 qui s'est achevée au premier semestre 2014, la production mondiale de coton ressortirait à 25,7 millions de tonnes en recul de 4,0% par rapport à la campagne 2012/2013. Ce recul est attribué à des rendements plus faibles. Pour la campagne 2014/2015, les semis viennent de commencer, notamment, dans l'hémisphère nord. La superficie cultivée devrait rester stable selon le Comité Consultatif International pour le Coton (CCIC).

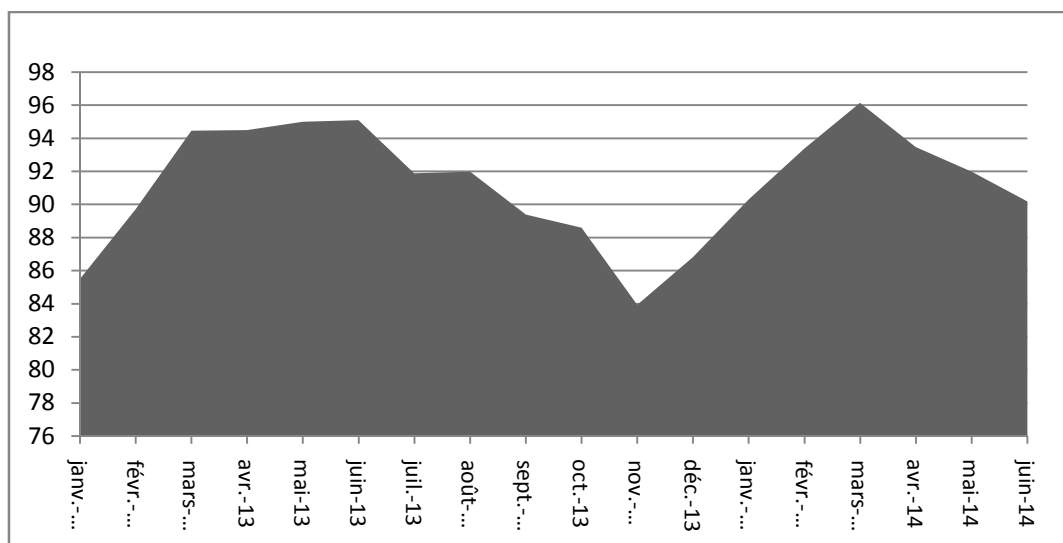
La consommation mondiale de coton se maintient à un niveau appréciable. Mieux, il a été constaté une évolution favorable de l'utilisation industrielle de la fibre de coton pour la

²Cts/lb : cents \$ US la livre

campagne 2013/2014 de l'ordre de 23,60 millions de tonnes, soit 1,0% de plus qu'en 2012/2013. Selon le CCIC, cette tendance devrait se poursuivre.

Quant à l'offre mondiale de coton, elle reste abondante et se situerait à 43,89 millions de tonnes en raison du niveau élevé de stocks initiaux estimés à environ 17,75 millions de tonnes (21,7% d'accroissement par rapport à 2012/2013). Ainsi, l'offre enregistrerait une hausse de 6,5% en 2013/2014 par rapport à 2012/2013.

Graphique 4: Evolution de l'indice A de Liverpool (en cents US/livre) de janvier 2013 à juin 2014



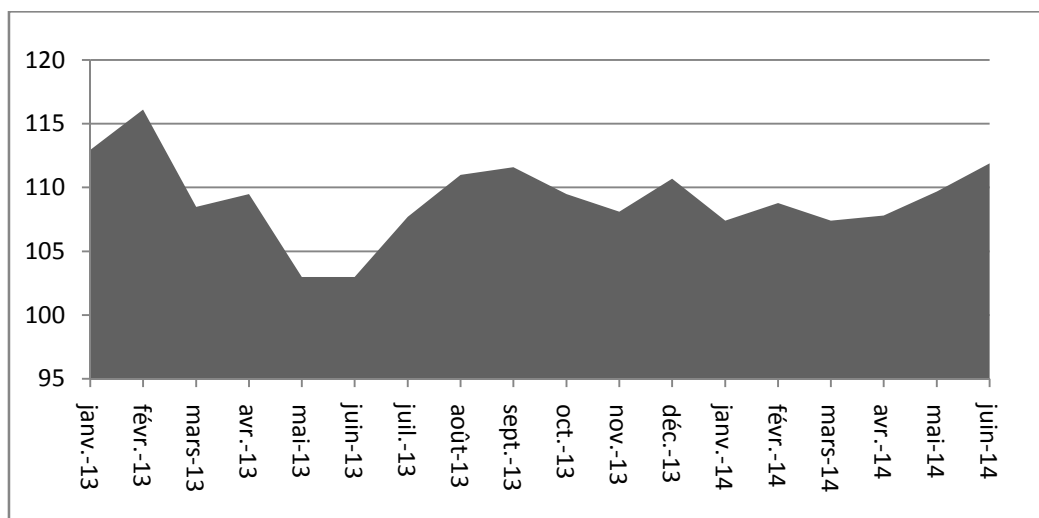
Le pétrole

Au premier trimestre 2014, les prix du pétrole se sont stabilisés autour de 108,0 dollars le baril, une tendance qui semble se dessiner depuis la fin du 3^{ème} trimestre 2013. Par rapport à la même période de l'année 2013, les prix du pétrole ont enregistré une hausse de 8,5% environ en glissement annuel. Toutefois, cette hausse des prix ne devrait pas s'inscrire dans la durée en raison de ce que les effets négatifs de la crise ukrainienne sur la Russie pourraient affecter la demande russe en produits énergétiques, notamment le pétrole. De même, le ralentissement de la consommation chinoise constitue un facteur susceptible d'affecter cette dynamique observée au niveau des prix du pétrole.

L'Organisation des Pays Exportateurs du Pétrole (OPEP) a estimé l'offre mondiale du pétrole à 90,66 millions de barils par jour (mbj) en juin 2014, soit une baisse de 0,26 mbj par rapport à mai. Cette situation sur le marché de l'or noir est due à des craintes de perturbation de la production, notamment en Iraq.

Pour le reste de l'année 2014, la demande mondiale de pétrole devrait atteindre 91,13 mbj.

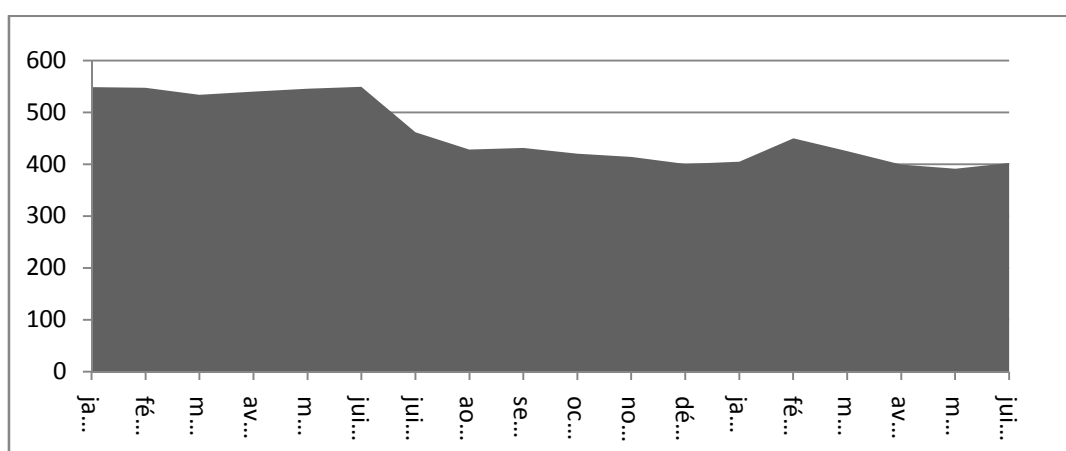
Graphique 5 : Evolution du cours du pétrole (en\$/baril) de janvier 2013 à juin 2014



Le riz

Durant le premier trimestre 2014, les cours mondiaux se sont orientés à la baisse à cause du retour en force de la Thaïlande sur le marché mondial. La tendance baissière devrait se poursuivre, mais, elle pourrait être limitée si le phénomène climatique El Nino³ dans les prochains mois affecte la production asiatique. Durant le deuxième trimestre, les prix se sont stabilisés entre avril et mai 2014 avant d'amorcer une hausse en juin.

Graphique 6 : Evolution du cours du riz (en\$/t) de janvier 2013 à juin 2014



Les récoltes secondaires de paddy sont achevées dans les pays de l'hémisphère nord, annonçant la fin de la campagne 2013. Sur la base des dernières estimations de la FAO, la production mondiale de riz en 2013 devrait atteindre 747,0 millions de tonnes (498,0 millions de tonnes, en équivalent riz usiné), soit une hausse de 1,5% par rapport à la campagne précédente.

³ El Nino, un courant chaud qui s'observe sur la partie ouest de l'océan Pacifique et qui provoque des vents violents accompagnés de fortes inondations

Pour 2014, la FAO table sur une production mondiale de riz, qui se situerait autour de 750,9 millions de tonnes, en légère hausse de 0,5% par rapport à 2013.

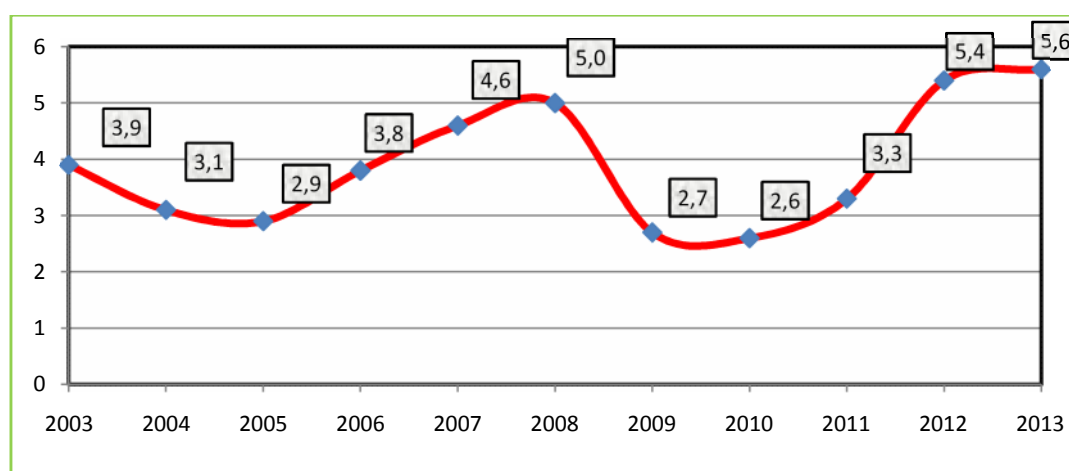
L'utilisation mondiale de riz en 2014-15 devrait progresser de 2,2% par rapport à 2013/2014 pour atteindre 502,3 millions de tonnes (riz usiné), du fait principalement de la croissance de la demande alimentaire, mais également des autres utilisations (semences, pertes post-récolte et utilisations industrielles non alimentaires).

CHAPITRE 2 : SITUATION ECONOMIQUE NATIONALE

1. RETOUR SUR LES PERFORMANCES ECONOMIQUES DE 2013

L'année 2013 a été marquée par une accélération de la croissance économique. En effet, sur la base des estimations de l'Institut National des Statistiques et de l'Analyse Economique, le taux de croissance économique est ressorti à 5,6% en 2013 après s'être établi à 5,4% en 2012 et 3,3% en 2011. L'amélioration de l'activité économique en 2013 provient principalement de : (i) la hausse consécutive de la production de coton au cours des campagnes 2012/2013 et 2013/2014 avec comme corollaire la bonne tenue des activités d'égrenage et de trituration ; (ii) la bonne tenue des activités de commerce, en lien avec le dynamisme du trafic au port de Cotonou; (iii) la bonne performance observée au niveau des autres services, particulièrement les transports, les télécommunications et les banques.

Graphique 7: Evolution du taux de croissance de 2003 à 2013



Le secteur primaire (agriculture, élevage et pêche) a enregistré en 2013, une hausse de 6,3% de sa valeur ajoutée contre 6,4% en 2012, tirée notamment par le coton et les cultures vivrières (3,3%). Sa contribution à la croissance s'est établie à 2,4%.

La production cotonnière est passée de 240.027 tonnes au cours de la campagne 2012/2013 à 307.355 tonnes en 2013-2014, soit une hausse de 28,1%. La bonne performance enregistrée dans ce secteur est en lien avec : (i) le rétablissement de la confiance des producteurs de coton du fait de la reprise à titre exceptionnel et transitoire de la gestion de la filière par l'Etat ; (ii) l'augmentation des superficies emblavées ; (iii) le renforcement de l'encadrement des producteurs ; (iv) la hausse du prix au producteur et la baisse du prix des intrants.

Il est également noté en 2013, une bonne performance de la production vivrière, consécutive au caractère soutenu de la demande locale et sous régionale, notamment par la constitution des stocks tampon par l'Office National de Sécurité Alimentaire (ONASA) et à la mise à disposition des producteurs des intrants spécifiques.

Au niveau du secteur secondaire (industries extractive et manufacturière, bâtiments et travaux publics, énergies), la valeur ajoutée s'est accélérée en passant de 3,6% en 2012 à 4,4% en 2013.

Tableau 2 : Taux de croissance par secteur d'activité de 2007 à 2013

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Secteur primaire	4,2	3,6	2,5	1,5	5,2	6,4	6,3
Secteur secondaire	3,4	4,4	3,2	3,5	2,8	3,6	4,4
Secteur tertiaire	5,7	7,2	2,6	2,6	2,3	5,4	5,7
Services non marchands	4,6	5,0	4,7	3,3	2,9	4,5	4,4
DTI ET TVA	4,9	5,0	-0,5	5,9	-0,3	5,3	5,8
PIB	4,6	5,0	2,7	2,6	3,3	5,4	5,6

Source: INSAE, février 2014

Le secteur a enregistré en 2013 une amélioration de 0,1 point de sa contribution à la croissance du PIB réel, ressortie à 0,6%. L'industrie manufacturière, représentant environ 60% de la valeur ajoutée du secteur secondaire, et constituée essentiellement des usines d'égrenage, de trituration et de transformation (moderne et artisanale) de produits agricoles, a été le principal moteur de cette performance. Elle a en effet bénéficié d'une part, de l'amélioration de la production agricole enregistrée entre 2012 et 2013 et d'autre part, de la bonne tenue de la campagne cotonnière 2012/2013. En outre, la politique des grands travaux, avec particulièrement la mise en place des infrastructures socioéconomiques et l'amélioration de l'offre d'eau et d'énergie électrique ont également soutenu la croissance du secteur secondaire.

L'activité au niveau du secteur tertiaire (commerce, transports, télécommunications, banques, assurances et autres services) a connu en 2013, un taux de croissance de 5,7% de sa valeur ajoutée contre 5,4% un an plus tôt. En termes de contribution à la croissance du PIB réel, le secteur tertiaire a apporté 1,8%. Cette performance résulte, entre autres, du dynamisme au Port de Cotonou, qui a enregistré une hausse d'environ 18% de son trafic en 2013. Par ailleurs, la bonne tenue des activités au niveau des secteurs primaire et secondaire combinée avec la relance des activités au Port de Cotonou ont induit une

accélération des activités au niveau des autres services, notamment les transports et les télécommunications.

Les services non marchands restent dominés par l'Administration publique. En 2013, la valeur ajoutée des services non marchands s'est accrue de 4,4% contre 4,5% en 2012. Sa contribution à la croissance est donc restée stable en ressortissant à 0,5% en 2012 et 2013.

Du côté des emplois, la croissance économique est soutenue principalement par la Formation Brute de Capital (FBC) en hausse de 41,4% en 2013 contre 11,6% en 2012. Cette hausse des investissements est principalement tirée par le secteur privé (74,8%) en raison des travaux d'exploration sur le champ pétrolifère de Sèmè-Kpodji.

Concernant la consommation finale, elle a enregistré en 2013, une progression identique à 2012, soit 4,7%. La consommation finale des ménages a augmenté de 4,8% en 2013 contre 4,7% en 2012, tandis que celle des administrations publiques a progressé de 4,2% pour l'année 2013 contre 4,3% un an auparavant. La hausse de la consommation des ménages résulte de l'amélioration des revenus tirés des activités économiques et des avantages salariaux accordés par le Gouvernement aux fonctionnaires de l'Administration publique.

S'agissant du commerce extérieur, il a été marqué par une évolution remarquable (i) des importations en lien avec la bonne performance des activités portuaires consécutivement aux activités d'exploration pétrolière, à la hausse des importations de céréales et assimilés ; (ii) des exportations en raison de la bonne tenue de la demande extérieure de deux principaux produits que sont : le karité et la noix de cajou.

Tableau 3 : Taux de croissance des éléments de la demande de 2007 à 2013

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
PIB	2,7	5,0	2,7	2,6	3,3	5,4	5,6
Consommation finale	2,8	3,8	3,2	3,1	3,0	4,6	4,7
Ménages	2,6	3,6	3,0	3,1	3,1	4,7	4,8
Administration	4,1	4,9	4,6	2,9	2,7	4,3	4,2
Formation Brute de Capital	4,4	3,2	4,1	-4,2	4,7	11,6	41,4
FBCF	6,0	8,3	2,6	-5,9	5,4	4,6	45,0
Privée	6,7	8,3	-10,3	2,6	2,1	6,8	74,8
Publique	5,0	8,3	21,6	-15,1	9,8	1,9	7,1
Exportations de biens et services	13,3	11,0	-5,0	2,9	-1,1	9,0	12,0
Importations de biens et services	8,0	7,0	-3,0	0,8	-1,0	10,0	27,5

Source : INSAE, février 2014

En effet, selon les estimations de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), les exportations de biens ont connu en 2013 une hausse de 25,4% par rapport à 2012 pour s'établir à 923,70 milliards FCFA. Quant aux importations de biens, elles se sont établies à 1.313,95 milliards FCFA en 2013 contre 1.022,03 milliards FCFA en 2012, soit une hausse de 28,6%. En lien avec l'évolution des exportations et des importations de biens, la balance commerciale, à l'instar de la situation des années antérieures, est ressortie déficitaire en 2013, passant de 285,54 milliards FCFA en 2012 à 390,26 milliards FCFA en 2013, représentant respectivement en pourcentage du PIB, 7,4% et 9,5% en 2012 et 2013. Tout comme la balance commerciale, la balance courante est restée déficitaire et ce, malgré l'augmentation constante des transferts courants vers le Bénin, en particulier les transferts de fonds des migrants. Le déficit courant représente 9,9% du PIB en 2013 contre 7,3% en 2012. Quant au solde global de la balance des paiements, il bénéficie de l'afflux important des Investissements Directs Etrangers (IDE) liés entre autres à l'exploration pétrolière et dans une moindre mesure à l'amélioration du niveau des aides publiques au développement ainsi qu'aux investissements privés. En somme, le solde global est ressorti excédentaire et représente 2,4% du PIB en 2013 après s'être établi à 1,8% en 2012.

L'analyse de l'évolution des prix en 2013 révèle que le taux d'inflation, mesuré à travers l'indicateur de convergence de l'UEMOA, est ressorti à 1,0% contre 6,7% un an plus tôt, l'inscrivant en dessous du seuil de 3,0% prévu dans le cadre de la surveillance multilatérale de l'UEMOA. Il importe de rappeler que l'envolée des prix observée en 2012 était occasionnée par la réduction d'environ 50% des subventions à l'essence au Nigeria en janvier 2012 avec pour corollaire une flambée du prix de l'essence vendue dans le secteur informel au Bénin, une hausse des coûts de transport et des autres biens et services. Quant à la détente des prix constatée en 2013, elle résulte principalement de la disponibilité des produits alimentaires, notamment les vivriers.

Les opérations financières de l'Etat ont été caractérisées en 2013 par une amélioration des recettes et une bonne maîtrise des dépenses publiques par rapport à 2012.

Les recettes de l'Etat sont ressorties à 795,40 milliards FCFA en 2013 contre 722,54 milliards FCFA en 2012, soit une hausse de 10,1%. Cette performance se justifie par (i) l'encaissement des produits issus des licences de téléphonie mobile de troisième génération « licences 3G » et (ii) l'amélioration du recouvrement des recettes au niveau de toutes les régies financières.

Les recettes douanières sont ressorties à 371,60 milliards FCFA en 2013 contre 318,07 milliards FCFA en 2012, soit une hausse de 16,8%. Les recettes des Impôts, quant à elles, sont ressorties à 296,50 milliards FCFA en 2013 contre 280,07 milliards FCFA un an plus tôt, soit une hausse de 5,9%. Globalement, les recettes fiscales sont ressorties en 2013 à 668,10 milliards FCFA contre 598,14 milliards FCFA un an plutôt, soit une hausse de 11,7%. Le taux de pression fiscale s'est établi à 16,3% en 2013 contre 15,5% en 2012, s'inscrivant ainsi en deçà de la norme communautaire de 17% de l'UEMOA.

Composées des recettes du Trésor, de la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA), du Fonds National des Retraites du Bénin (FNRB) et du Fonds Routier (FR), les recettes non fiscales sont ressorties à 127,30 milliards FCFA en 2013 contre 124,40 milliards FCFA en 2012, soit une hausse de 2,3%.

Les dépenses et prêts nets se sont établies à 952,0 milliards FCFA en 2013 contre 815,76 milliards FCFA en 2012, soit une hausse de 16,7%. Cette hausse s'explique principalement par l'accroissement des dépenses en capital qui se sont établies à 288,10 milliards FCFA contre 217,30 milliards FCFA en 2012. Cette progression est liée aux investissements financés sur ressources extérieures qui ont enregistré une hausse substantielle de 75,9%. Les investissements financés sur ressources intérieures se sont illustrés avec une légère hausse de 3,2% en s'établissant à 133,80 milliards FCFA en 2013.

Par ailleurs, les dépenses de personnel se sont établies à 300,36 milliards FCFA contre 279,36 milliards un an plus tôt, soit une hausse de 7,5%. Rapportées aux recettes fiscales, les dépenses de personnel représentent 44,9% en 2013 contre 46,7% en 2012.

Au total, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par une dégradation du déficit global (base ordonnancement) hors dons qui s'élève à 156,60 milliards FCFA en 2013 contre 93,22 milliards FCFA en 2012. En pourcentage du PIB, il représente 3,8% en 2013 contre 2,4% en 2012.

En ce qui concerne le financement du déficit du solde budgétaire, il est financé dans une large proportion par les dons et prêts projets couplés avec le financement bancaire à hauteur de 147,40 milliards FCFA en 2013 contre 100,16 milliards FCFA en 2012.

L'encours de la dette a connu une évolution à la hausse, en ressortant à 924,88 milliards FCFA en 2013 contre 865,45 milliards FCFA en 2012. En pourcentage du PIB, la dette publique est restée quasi-stable entre 2012 et 2013 en ressortissant à 22,5%, taux très en

deçà de la norme communautaire de 70%. Le niveau de la dette est tiré aussi bien par la dette extérieure que par la dette intérieure.

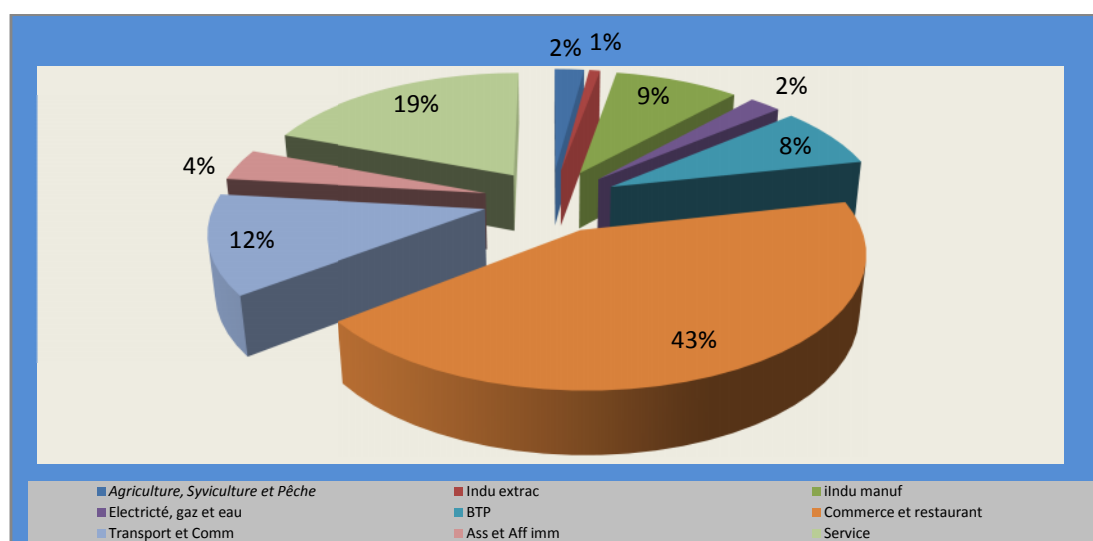
S'agissant du service assuré de la dette publique, il présente la même tendance que l'encours. Il est ressorti à 84,70 milliards FCFA en 2013 contre 65,61 milliards FCFA en 2012. En pourcentage du PIB, il représente 2,1% en 2013 contre 1,7% en 2012.

A fin décembre 2013, la situation monétaire est marquée par une hausse de 17,2% de la masse monétaire par rapport à 2012. En effet, la quantité de monnaie en circulation dans l'économie est passée de 1.469,49 milliards FCFA à fin décembre 2012 à 1.721,71 milliards FCFA à fin décembre 2013. Cette hausse de la masse monétaire se justifie essentiellement par l'accroissement du crédit intérieur et des avoirs extérieurs nets.

Le crédit intérieur est ressorti à 882,21 milliards FCFA, en hausse de 15,0% par rapport à son niveau de 2012. Cette évolution résulterait notamment de l'accroissement de 10,6% du crédit à l'économie par rapport à 2012.

Les principaux secteurs qui ont le plus bénéficié du soutien des banques en 2013 sont : "commerce et restauration", "industries manufacturières" et "transports et communication".

Graphique 8: répartition du crédit à l'économie par secteurs d'activité en 2013



La position nette du Gouvernement quant à elle, connaîtrait une dégradation pour se situer à -140,37 milliards FCFA contre -157,55 milliards FCFA à fin décembre 2012.

2 ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE AU PREMIER SEMESTRE ET PERSPECTIVES POUR 2014

2.1. Le secteur réel

La conjoncture économique au premier semestre 2014 a été, entre autres, marquée par la grève dans l'Administration publique, le délestage électrique et les activités de commercialisation et d'égrenage de coton-graine.

Dans le secteur primaire, les mesures parcellaires des emblavures de coton relevées au titre de la campagne 2014-2015, à la date du 16 septembre 2014, sont ressorties à 378.000 ha, sur une prévision de 400.000 ha, soit un taux de réalisation de 95%. Comparées aux prévisions de la campagne 2013-2014, les superficies emblavées affichent une progression de 8,9%.

Dans le secteur secondaire, l'Indice de la Production Industrielle, à fin mars 2014, enregistre une baisse de 5,3%⁴, tirée notamment par les industries alimentaires, chimiques et surtout les autres industries.

Dans le sous-secteur de l'énergie, le délestage enregistré au premier trimestre de l'année 2014 est induit par une baisse de l'offre d'énergie. Les statistiques publiées par la SBEE indiquent à fin mars 2014, une baisse de l'offre (production + importation) de l'énergie électrique de 0,9%. Cette situation pourrait affecter la dynamique économique par plusieurs canaux dont notamment : (i) la hausse de la production propre de la SBEE avec pour conséquence une baisse de ses marges ; (ii) la hausse des coûts de production des entreprises en raison d'une utilisation plus accrue des groupes électrogènes ; (iii) l'embellie du commerce de la vente des groupes électrogènes. Depuis juin 2014, le niveau de l'offre globale a connu un regain de dynamisme en se consolidant de 1,6% comparativement à la situation des six (06) premiers mois de l'année 2013.

Au niveau des services, les statistiques portuaires disponibles jusqu'à fin février 2014 indiquent une hausse de 15,2% du trafic portuaire, portée essentiellement par les exportations qui se sont accrues de 44,8% par rapport à la même période de 2013. Les importations ont, quant à elles, connu une modeste progression de 2,0%.

Cependant, l'analyse de l'évolution de l'activité dans le sous-secteur Transport et télécommunications, sur la base de l'indice du chiffre d'affaires, indique un repli de 12,6% de l'activité à fin juillet 2014, imputable notamment à la contraction de l'activité de

⁴ Cet indice ne tient pas encore compte de la Nouvelle Cimenterie du Bénin (NOCIBE) dont le démarrage de l'activité en fin 2013 a permis de mieux densifier le tissu industriel béninois.

transport, du fait de la baisse des importations des produits de réexportation suite au désarmement tarifaire observé au Nigéria.

En revanche, l'activité dans les banques et assurances est restée soutenue. L'indice du chiffre d'affaires a affiché une progression de 7,6%. Spécifiquement dans le secteur bancaire, les chiffres de la BCEAO à fin juin 2014 indiquent une fermeté du crédit à l'économie dont le taux d'accroissement s'est établi à 18,9%.

En ce qui concerne les services non marchands, la grève dans l'Administration publique a eu un impact direct sur la célérité dans le traitement des dossiers dans l'Administration publique. Les effets de second tour sur l'économie nationale sont relativement faibles, en raison de la non observance du mouvement de grève par les régies financières. En conséquence, l'effet global de la grève de l'Administration publique devrait rester faible sur la croissance économique en 2014.

Au regard de l'évolution de la conjoncture au 1^{er} semestre 2014, le taux de croissance pour l'année 2014 s'établirait à 5,7% contre 6,5% initialement prévu dans la Loi de Finances 2014. La croissance économique en 2014 serait soutenue par :

- **la hausse de la production de coton** : pour la campagne 2014-2015, la production de coton est projetée à 350.000 tonnes contre une estimation de 307.354,785 tonnes en 2013, soit une hausse de 14,0%. L'amélioration de la production cotonnière serait induite par : (i) les incitations accordées aux producteurs (prix du coton-graine et des intrants attrayants) ; (ii) le renforcement de l'encadrement visant un meilleur respect des itinéraires techniques ; (iii) la mise en place en quantité suffisante et à bonne date des intrants de qualité nécessaires à la production ; (iv) le paiement à bonne date des producteurs ; (v) l'amélioration des conditions de stockage des intrants ;
- **l'accroissement de la production agricole hors coton**, notamment par une meilleure mise en place des intrants spécifiques, l'adoption de technologies améliorées par les producteurs, le développement et la réhabilitation des infrastructures d'irrigation et de stockage, la poursuite de la mise en valeur des vallées ;
- **L'amélioration de l'activité des industries manufacturières**, en raison notamment de la hausse : (i) de l'activité d'égrenage de coton du fait de l'augmentation de 28,1% de la production cotonnière lors de la campagne

2013/2014 ; (ii) de la transformation artisanale des produits agricoles en raison des bonnes perspectives de la production vivrière en 2014.

- **le dynamisme dans les BTP** en lien avec les grands travaux routiers⁵ en cours. En dehors des routes et autres infrastructures socio-économiques publiques, d'autres grands chantiers ouverts par le secteur privé devraient contribuer à dynamiser ce secteur en particulier la construction en cours d'un hôtel 5 étoiles « Marriott Hôtel » et de deux hôtels 4 étoiles « Golden Tulip » et « Chain hôtel »⁶ à Cotonou, etc. ;
- **le démarrage de la production de ciment par la Nouvelle Cimenterie du Bénin (NOCIBE) qui devrait conduire à une densification du tissu industriel béninois.** Il faut rappeler que cette nouvelle industrie a une capacité de production d'environ 1.300.000 tonnes de ciment et a nécessité un investissement d'environ 150 milliards FCFA. La construction de cette nouvelle cimenterie induit au moins un doublement de la capacité de production nationale en ciment.
- **la poursuite de la modernisation du Port de Cotonou** en lien avec l'amélioration de la fluidité du trafic à l'intérieur du Port, le renforcement de la sécurité dans l'enceinte portuaire et la réduction des délais de traitement des conteneurs afin de renforcer le positionnement du Port par rapport aux pays de l'hinterland et continuer de capter une partie du trafic destiné au Nigeria.
- **le renforcement de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale**, à travers la généralisation de l'IFU ainsi que la mise en œuvre du Programme de Certification des Valeurs (PCV), qui contribueraient à relever le niveau des recettes fiscales et douanières. La poursuite des réformes engagées au niveau des différentes régions, notamment la stratégie de réforme 2013-2016 de l'administration des Douanes et le plan d'orientation de la Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID).

⁵ Les routes Godomey-Hillacondji, Akassato-Bohicon, la route des pêches et ses bretelles d'accès, la route Pahou-ToriBossito-Allada, la route Parakou-Béroubouay, la route Savè - Oké Owo, la route frontière Burkina – Kérékou – Banikoara – Kandi – Ségbana - Frontière Nigéria, etc

⁶ Le coût des investissements hôteliers est de 69 milliards FCFA : Marriott hôtel : 50 milliards, Chain hôtel : 10 milliards FCFA et Golden Tulip : 9 milliards FCFA.

Tableau 4 : Croissance sectorielle en 2014

	2013	2014	
		Prévisions initiales	Prévisions révisées
Secteur Primaire	6,4	6,5	5,3
Agriculture	7,5	7,6	6,0
Elevage	3,2	3,5	3,2
Pêche et forêts	3,2	3,2	3,2
Secteur secondaire	4,4	7,6	6,9
Industries extractives	3,4	8,8	4,5
Industries manufacturières	4,8	7,3	8,6
Energies	4,8	6,5	4,5
BTP	3,4	8,8	4,5
Secteur Tertiaire	5,7	6,3	6,2
Commerce	6,4	7,5	6,7
Transports et télécoms	5,8	6,0	6,6
Banques et Assurances	4,4	5,3	5,2
Autres services	4,8	5,0	5,4
Services non Marchands	4,4	5,8	4,2
DTI et TVA intérieure	5,8	5,8	5,6
Total PIB	5,6	6,5	5,7

Source : DPC-DGAE, avril 2014

2.2 L'inflation

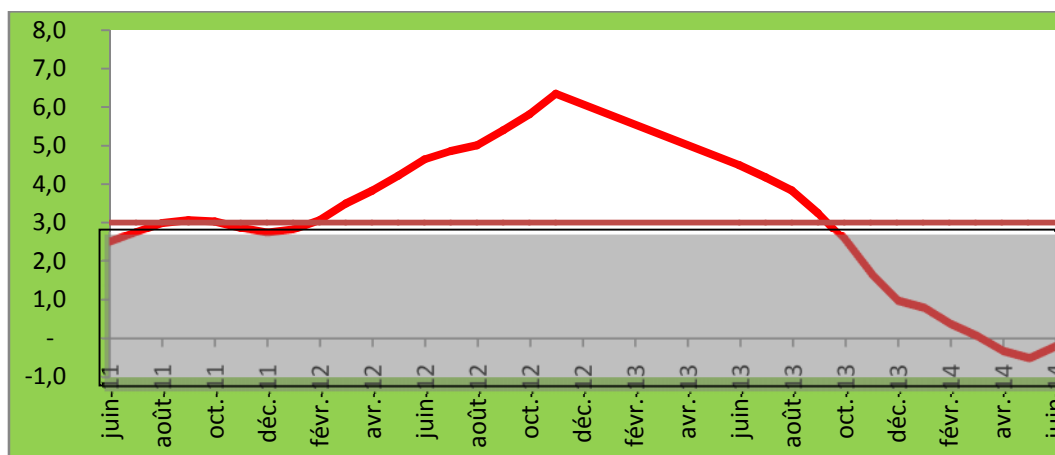
L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), au mois de juillet 2014, a enregistré une baisse de 0,8% par rapport au mois précédent. Cette baisse du niveau général des prix est notamment liée à la diminution des prix des fonctions «Transport» (-2,9%) et «Logement, eau, gaz et autres combustibles» (-0,9%).

Comparé à la même période de 2013, l'indice a enregistré une baisse de 2% en juillet 2014, essentiellement occasionnée par les fonctions « transport » et « produits alimentaires et boissons non alcoolisées ».

L'indicateur de convergence de l'UEMOA est ressorti en fin juillet 2014 à -0,9%, inférieur à la norme communautaire de 3,0%. Cette déflation s'explique par une baisse soutenue des prix de l'essence sur le marché informel.

Au regard de l'évolution de la conjoncture économique sur les sept (07) premiers mois de l'année, il est attendu en fin décembre 2014, un taux d'inflation de l'ordre de 1% en glissement annuel et de -0,6% en critère de convergence UEMOA.

Graphique 8 : Evolution du taux d'inflation en critère de convergence de juin 2011 à juillet 2014



2.3. La dette publique

La dette publique du Bénin est évaluée au 30 juin 2014 à 1011,0 milliards FCFA (22,9% du PIB) contre 924,90 milliards FCFA (22,5% du PIB) au 31 décembre 2013. Cette progression de l'encours de la dette publique est essentiellement liée à l'accroissement de la dette extérieure.

2.3.1. Dette publique extérieure

Au titre de la dette publique extérieure, l'encours est ressorti à 836,60 milliards FCFA au 30 juin 2014 contre 756,48 milliards FCFA en fin décembre 2013, soit une hausse de 10,6%. Ce niveau d'endettement extérieur représente 19,0% du PIB. La hausse de l'encours de la dette extérieure est imputable à l'évolution aussi bien de l'encours de la dette bilatérale que de celui de la dette multilatérale. La dette bilatérale a connu un accroissement de 12,7% par rapport à son niveau au 31 décembre 2013 pour s'établir à 125,2 milliards FCFA. L'encours de la dette multilatérale est passé de 645,34 milliards FCFA au 31 décembre 2013 à 711,40 milliards FCFA au 30 juin 2014, soit une hausse de 10,2%.

2.3.2. Dette publique intérieure

L'encours de la dette intérieure est de 174,40 milliards FCFA au 30 juin 2014 contre 168,42 milliards FCFA à fin décembre 2013, soit une hausse de 3,5%. Cette augmentation se justifie par les nouveaux engagements de l'Etat vis-à-vis d'Ecobank-Bénin pour relancer le projet de construction de l'aéroport de TOUROU. En pourcentage du PIB, cet encours représente 3,9% à fin juin 2014 contre 4,1% au 31 décembre 2013.

2.4. La balance des paiements

A fin juin 2014, sur la base des données de la Douane, les exportations s'établissent à 144,98 milliards FCFA contre 130,42 milliards FCFA sur la même période de 2013, soit une hausse de 12,7%. Quant aux importations, elles enregistrent sur cette même période, une baisse de 9,2% en passant de 435, 24 milliards FCFA en 2013 à 475,28 milliards FCFA en 2014.

Pour le reste de l'année 2014, les estimations de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) tablent sur une hausse des exportations et des importations. Les exportations, essentiellement tirées par les produits de coton, s'établiraient à 1.006,77 milliards FCFA et les importations s'afficheraient à 1.405,78 milliards FCFA, suite à l'accroissement des importations de l'ensemble des produits notamment les produits de consommation et d'équipement. En variation, les exportations et les importations afficheraient des hausses respectives de 9,0% et 7,0% par rapport à 2013.

Le déficit du solde de la balance commerciale, connaîtrait une dégradation de 2,2% en ressortant à 399,01 milliards FCFA en 2014 contre 390,26 milliards FCFA en 2013.

S'agissant du compte courant, le déficit devrait s'établir à 212,7milliards FCFA en 2014 contre 408,2 milliards FCFA en 2013, soit un baisse de 48% induit essentiellement par les revenus et services nets. En pourcentage du PIB, le déficit du compte courant représenterait 4,8% du PIB en 2014 contre 9,9% en 2013.

Le compte de capital et des opérations financières de l'Etat, qui sert à financer le déficit du compte courant devrait améliorer son solde positif de 2013, en s'établissant à 547,0 milliards FCFA en 2014 contre 507,30 milliards FCFA en 2013.

En définitive, le solde global de la balance des paiements afficherait un excédent de 143,8 milliards FCFA en 2014 contre 99,1 milliards FCFA en 2013. En pourcentage du PIB, le solde global de la balance des paiements représenterait 4,2% du PIB en 2014 contre 2,4% du PIB en 2013.

2.5. La situation monétaire

A fin juin 2014, la masse monétaire s'établirait à 1931,24 milliards FCFA contre 1721,71 milliards FCFA à au 31 décembre 2013, soit une hausse de 12,2%. Cette amélioration de la masse monétaire serait induite par la hausse des Avoirs Extérieurs Nets (AEN) de 13,7%

Tableau 5 : Situation monétaire intégrée au 30 juin 2014 (en milliards FCFA)

	déc. 13	janv. 14	févr. 14	mars 14	avr. 14	mai 14	juin 14
AVOIRS EXTERIEURS NETS	884,96	920,07	960,91	983,75	857,63	1027,92	1005,95
BCEAO	214,47	288,25	240,61	274,02	127,33	316,78	339,88
BANQUES	670,49	631,82	720,30	709,73	730,29	711,14	666,07
CREDIT INTERIEUR	882,21	883,50	872,89	910,23	884,84	929,47	948,49
PNG	-140,37	-130,12	-153,34	-145,70	-182,00	-156,81	-167,75
Crédits à l'économie	1022,58	1013,62	1026,23	1055,93	1066,84	1086,28	1116,23
ACTIF = PASSIF	1767,17	1803,57	1833,80	1893,98	1742,47	1957,39	1954,44
MASSE MONETAIRE	1721,71	1737,13	1747,56	1788,90	1833,68	1882,22	1931,24
AUTRES ELEMENTS NETS	45,46	66,43	86,23	105,08	-91,21	75,17	23,20

Source : BCEAO, août 2014

S'agissant du crédit intérieur, il ressortirait à 948,49 milliards FCFA, en hausse de 7,5% par rapport à son niveau de décembre 2013, imputable à l'importante hausse de 9,2% du crédit à l'économie. La hausse du crédit à l'économie serait fondamentalement favorisée par l'augmentation substantielle de plus de 100% du crédit à la campagne cotonnière sur la période. La Position Nette du Gouvernement, quant à elle, s'est améliorée de 19,5% entre décembre 2013 et juin 2014.

3. EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT, GESTION 2014

Il est développé dans la première section de cette partie le point sur le recouvrement des recettes du Budget Général de l'Etat à fin juin 2014 ainsi que le niveau d'engagement des dépenses à la même période. La dernière section présentera le bilan du PIP au dernier trimestre 2013.

3.1. Les recettes publiques.

Au cours du premier semestre 2014, les ressources totales se sont établies à 461,33 milliards FCFA sur une prévision de 1.123,87 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 41,0% de l'objectif annuel contre 49,4% à la même période de 2013. Comparées à la même période de l'année précédente, les ressources de l'Etat ont connu une baisse de 54,94 milliards FCFA en valeur absolue, correspondant à un taux de régression de 10,6%. Cette baisse est essentiellement due aux contre-performances enregistrées dans le recouvrement des ressources au niveau des administrations des Douanes et du Trésor.

Tableau 6: Point de réalisation des recettes au 30/06/2014 (en milliards FCFA)

Rubriques	Prévisions 2014	Réalisation au		Taux de réalisation (%)	Glissement (%)
		30-juin-13	30-juin-14		
Recettes des régions	810,47	404,41	369,72	45,6	-8,6
DGDDI	407,98	178,20	168,75	41,4	-5,3
DGID	345,79	159,53	178,94	51,7	12,2
DGTCP	56,70	66,69	22,04	38,9	-67,0
Autres recettes	280,33	108,33	87,00	31,0	-19,7
Autres Budgets	31,90	12,19	13,47	42,2	10,5
FNRB	24,22	9,51	10,98	45,3	15,4
FR	3,68	1,27	1,37	37,3	8,3
CAA	4,00	1,41	1,12	27,9	-20,6
Ressources intérieures exceptionnelles	60,33	0,00	0,00	0,0	
Ressources extérieures	188,11	96,14	73,53	39,1	-23,5
Prêts	67,60	56,94	46,01	68,1	-19,2
Dons	62,30	15,48	14,03	22,5	-9,4
Allègements de la dette	26,21	12,40	13,49	51,5	8,8
Aides budgétaires	32,00	11,33	0,00	0,0	-100,0
Comptes spéciaux du trésor	33,06	3,53	4,61	13,9	30,6
TOTAL	1123,87	516,27	461,33	41,0	-10,6

Source : DGB/MEFPD, Rapport d'exécution au 30 juin 2014 du Budget Général de l'Etat, gestion 2014, août 2014

Les recettes des Administrations financières s'élèvent à 369,72 milliards FCFA sur une prévision de 810,47 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 45,6%. Comparées aux réalisations de la même période de l'année précédente, les recettes des régions financières ont connu une baisse de 34,69 milliards FCFA correspondant à un taux de régression de 8,6%.

Quant aux autres recettes, elles ont aussi enregistré une baisse d'environ 19,7% à fin juin 2014 comparativement à leur niveau de fin juin 2013. Cette contre-performance est essentiellement due à une baisse de la mobilisation des ressources extérieures à fin juin 2014 comparativement à leur niveau de juin 2013. Ainsi, en glissement annuel, la mobilisation des ressources extérieures a enregistré une baisse de 23,5% pour s'établir à 73,53 milliards FCFA à fin juin 2014. Le taux de réalisation pour les autres recettes s'affiche à 31,0%. Ce taux de réalisation peut s'expliquer dans une certaine mesure par le fait qu'il n'y ait eu aucun recouvrement en ce qui concerne les ressources intérieures exceptionnelles.

Les recettes des régies financières

✓ La Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (DGDDI)

Les recettes douanières ont été recouvrées à fin juin 2014 à hauteur de 168,74 milliards FCFA (dont les recettes MP3⁷ pour un montant de 6,2 milliards FCFA) sur une prévision annuelle de 408,0 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 41,4%. Comparées aux réalisations de la même période de 2013, les recettes douanières ont enregistré une baisse sensible de 5,3%.

Tableau 7: Point de réalisation des recettes douanières au 30/06/2014 (en milliards FCFA)

Rubriques	Prévisions 2014	Réalisation au		Taux de réalisation (%)	Glissement (%)
		30-juin-13	30-juin-14		
Recettes fiscales	392,80	170,81	161,16	41,0	-5,7
TVA	188,47	77,00	64,42	34,2	-16,3
Droits et taxes à l'importation	141,40	55,39	57,12	40,4	3,1
Droit de douane	122,55	46,21	48,71	39,7	5,4
Redevances Statistiques	9,05	3,72	3,98	44,0	7,0
Taxes hydrocarbures	4,97	3,70	2,00	40,3	-46,0
Redevances informatique	3,31	1,17	1,24	37,4	6,0
Autres droits et taxes à l'importation	1,52	0,58	1,19	78,4	104,6
Droits et taxes à l'exportation	1,14	0,62	0,50	43,9	-18,5
Autres recettes fiscales	61,79	37,80	39,11	63,3	3,5
PCS UEMOA	-	3,50	4,17		18,9
PC CEDEAO	-	2,10	2,25		7,1
Escorte	26,48	19,05	19,86	75,0	4,2
Taxes statistiques	35,31	12,29	12,34	35,0	0,4
Autres taxes	-	0,86	0,50		-42,1
Recettes non fiscales	3,18	1,41	1,38	43,4	-1,8
Recettes totales Nettes	395,98	172,22	162,54	41,0	-5,6
Exonérations classique et intrants agricoles	12,00	6,00	6,21	51,7	3,4
Recettes totales brutes	407,98	178,22	168,75	41,4	-5,3

Source : DGB/MEFPD, Rapport d'exécution au 30 juin 2014 du Budget Général de l'Etat, gestion 2014, août 2014

Cette contre-performance se justifie par la baisse du recouvrement des recettes de certains produits pourvoyeurs de recettes. Il s'agit notamment de : (i) la taxe sur les hydrocarbures (2,0 milliards FCFA de réalisation à fin juin 2014 contre 3,7 milliards à fin juin 2013) et (ii) la TVA (64,4 milliards FCFA de réalisation à fin juin 2014 contre 77,0 milliards à fin juin 2013). Les produits concernés sont l'huile de palme, les pommes, le fer

⁷Exonérations consommées

à béton, le poisson, la friperie, le ciment, le riz, le sucre, les carreaux, les huiles végétales, la farine de blé, les viandes et abats comestibles, les boyaux, les tissus et les pâtes alimentaires.

Cette situation provient des effets négatifs liés : (i) au désarmement tarifaire par le Nigéria en l'occurrence sur le riz paraboiled ; (ii) à l'interdiction par les autorités nigérianes de l'entrée sur leur territoire, par voies terrestres de certains produits ; (iii) au long séjour de certains navires en rade surtout des riziers ; (iv) à la non validation à temps réel du Bordereau de Frais Unique (BFU) par les autres acteurs portuaires et (v) la faible cadence de déchargement des vraciers.

✓ La Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID)

Les recettes réalisées par la Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID) au titre du premier semestre 2014 s'établissent à 178,94 milliards FCFA, représentant 51,7% des prévisions annuelles. Ces réalisations ont connu une hausse de 12,2% comparativement à celles de la même période de l'année précédente. Cet effort de mobilisation est la conséquence directe des réformes structurelles en cours et le bon encadrement de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.

Tableau 8: Point de réalisation des recettes des Impôts au 30/06/2014 (en milliards FCFA)

Rubriques	Prévisions 2014	Réalisation au		Taux de réalisation (%)	Glissement (%)
		30-juin-13	30-juin-14		
Impôts directs	145,70	74,71	84,05	57,7	12,5
Impôts sur revenus non salariaux	91,50	55,68	53,85	58,8	-3,3
Impôts sur Salaires	54,20	19,03	30,20	55,7	58,7
Impôts indirects	200,09	91,26	102,61	51,3	12,4
Taxes sur Biens et Services	200,09	84,82	94,89	47,4	11,9
Exonérations	0,00	6,44	7,72		19,9
Recettes Totales brutes	345,79	159,53	178,94	51,7	12,2

Source : DGB/MEFPD, Rapport d'exécution au 30 juin 2014 du Budget Général de l'Etat, gestion 2014, août 2014

✓ La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)

Au 30 juin 2014, sur une prévision de 56,70 milliards FCFA, les recettes de la DGTCP ont été recouvrées à hauteur de 22,04 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 38,9% de l'objectif annuel. Comparées au niveau de recouvrement à la même période en 2013 qui est de 66,69 milliards FCFA, les recettes du Trésor ont régressé de 44,65 milliards FCFA, soit une baisse de 67,0%. Cette contre-performance est essentiellement imputable à la

baisse des produits de recettes des produits financiers (25,1%) et des recettes exceptionnelles (97,4%).

Tableau 9: Point de réalisation des recettes de la DGTCP au 30/06/2014 (en milliards FCFA)

Rubriques	Prévisions 2014	Réalisation au		Taux de réalisation (%)	Glissement (%)
		30-juin-13	30-juin-14		
Revenus des entreprises et du Domaine	5,56	2,33	2,22	39,9	-4,7
Droits et frais administratifs	5,38	1,79	2,74	50,8	53,2
Amendes et condamnations perçues	0,52	0,03	0,05	10,3	55,4
Autres recettes non fiscales	29,85	8,30	13,77	46,1	65,8
Produits financiers	5,92	2,59	1,94	32,7	-25,1
Recettes exceptionnelles	9,47	51,65	1,33	14,0	-97,4
TOTAL	56,70	66,69	22,04	38,9	-67,0

Source : DGB/MEFPD, Rapport d'exécution au 30 juin 2014 du Budget Général de l'Etat, gestion 2014, août 2014

Les autres recettes

Il s'agit essentiellement des recettes des autres Administrations, des recettes intérieures exceptionnelles et des ressources extérieures.

✓ Les recettes des autres Administrations

Ces recettes sont recouvrées par : (i) le Fonds National des Retraites du Bénin (FNRB), (ii) le Fonds Routier (FR) et (iii) la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA).

Au 30 juin 2014, ces recettes ont été recouvrées à hauteur de 13,49 milliards FCFA sur une prévision annuelle de 31,90 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 42,2%. Par rapport à leur niveau de réalisation à fin juin 2013, les recettes des autres Administrations sont en hausse de 10,5%.

Les recettes du Fonds National des Retraites du Bénin, au 30 juin 2014, ont été recouvrées à hauteur de 10,98 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 45,3% par rapport à l'objectif annuel. En glissement annuel, ces recettes ont connu une hausse de 15,4% en liaison avec l'accélération notée dans la conduite des travaux de la commission chargée de l'étude et de la liquidation des dossiers de validation de divers services accomplis par les agents affiliés au FNRB ainsi que des efforts de recouvrement consentis par le Trésor Public.

La mobilisation des recettes du Fonds Routier s'élève au 30 juin 2014 à environ 1,37 milliard FCFA sur une prévision annuelle de 3,68 milliards FCFA. Ce niveau de

mobilisation correspond à un taux de recouvrement de 37,3%. Par rapport au 30 juin 2013, les réalisations à fin juin 2014 ont connu une hausse de 8,3%.

Il convient de noter que ces chiffres sont provisoires en ce sens que les données relatives aux redevances au poste de péage de Sazué ne sont pas prises en compte. De même, les recettes HAO constituées notamment des pénalités de surcharge ne sont pas prises en compte.

Au 30 juin 2014, les recettes de la CAA constituées essentiellement des prêts rétrocédés sont recouvrées à hauteur de 1,12 milliard FCFA sur une prévision de 4,0 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 27,9%. Comparées à la même période en 2013, les recettes de la CAA ont enregistré une baisse de 20,6%. Cette contre-performance résulte des difficultés de trésorerie des structures débitrices pour honorer leurs engagements.

✓ **Les recettes intérieures exceptionnelles**

Les recettes intérieures exceptionnelles inscrites dans la Loi de Finances, gestion 2014, sont estimées à environ 60,33 milliards FCFA. Au 30 juin 2014, aucune mobilisation de recettes n'a été effectuée tout comme en juin 2013.

✓ **Les ressources extérieures**

Les ressources extérieures comprennent les prêts, les dons, les allègements de dette et les aides budgétaires. Au 30 juin 2014, elles ont été mobilisées à hauteur de 73,53 milliards FCFA sur une prévision annuelle de 188,11 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 39,1%. La mobilisation des ressources extérieures à fin juin 2014, a connu, en glissement annuel, une baisse en valeur absolue de 22,62 milliards FCFA qui correspond à un taux de régression de 23,5%.

3.2. Les dépenses publiques

Les dépenses inscrites au Budget Général de l'Etat, gestion 2014, s'élèvent à 1127,50 milliards FCFA en progression de 83,0 milliards FCFA par rapport à celles de l'année précédente.

L'exécution du Budget Général de l'Etat, gestion 2014, a été caractérisée par un niveau d'engagement de 625,46 milliards FCFA, soit un taux d'engagement de 55,5%. A la même période de l'année 2013, le taux d'engagement a été de 48,5%. En valeur absolue, il est constaté un écart de réalisation positif de l'ordre de 118,78 milliards FCFA, soit 23,4% en glissement annuel. Cette hausse est le reflet des nombreuses réformes engagées

notamment, l'apurement des dettes intérieures à hauteur de 109,54 milliards FCFA et les mesures d'encadrement et de suivi rapproché prises par la DGB.

- **Les dépenses courantes**

Les dépenses courantes sont composées des dépenses de personnel, des dépenses de fonctionnement et des dépenses de transfert. Au premier semestre 2014, elles ont été engagées à hauteur de 343,29 milliards FCFA sur une prévision annuelle de 597,60 milliards FCFA, soit un taux d'engagement de 57,4%. Comparé à la même période de l'année 2013, le montant des engagements des dépenses courantes est en hausse de 1,6%.

- ✓ **Les dépenses de personnel**

Les dépenses de personnel se décomposent en dépenses de personnel réparties et en dépenses de personnel non réparties. Au premier semestre 2014, les dépenses de personnel ont été engagées à hauteur de 170,96 milliards FCFA, soit un taux d'engagement de 53,3% sur une prévision de 320,90 milliards FCFA. Par rapport au premier semestre 2013, le niveau d'engagement des dépenses de personnel est en hausse de 8,8%. Cette hausse concerne essentiellement les dépenses de personnel réparties qui ont enregistré une hausse de 16,2% par rapport à juin 2013 pour s'établir à 144,42 milliards FCFA à fin juin 2014.

- ✓ **Les dépenses de fonctionnement**

Au premier semestre 2014, les dépenses de fonctionnement engagées s'élèvent à 64,69 milliards FCFA sur une prévision annuelle de 112,36 milliards FCFA, soit un taux d'engagement de 57,6%. Comparé à la même période de 2013, le niveau d'engagement des dépenses de fonctionnement a connu une baisse de 20,1%.

- ✓ **Les dépenses de transfert**

A fin juin 2014, les engagements de dépenses de transfert s'élèvent à 107,65 milliards FCFA sur une prévision annuelle de 164,34 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 65,5%. Ce niveau d'engagement est en hausse de 7,9% par rapport à celui atteint au premier semestre 2013.

- **Les dépenses d'investissement**

A fin juin 2014, le montant des engagements des investissements publics a été de 101,61 milliards FCFA sur une prévision de 297,80 milliards, soit un taux d'engagement de 34,1%.

En glissement annuel, le niveau d'engagement des investissements publics est en légère hausse de 0,8%.

- **Le service de la dette publique**

Le niveau d'engagement du service de la dette publique a atteint 129,09 milliards FCFA au premier semestre 2014, soit un taux d'engagement de 112,6%. Ce niveau d'engagement du service de la dette publique est en hausse de 388,6% par rapport au premier semestre 2013.

Tableau 10: Point d'exécution des dépenses publiques au 30/06/2014 base engagement (en milliards FCFA)

Rubriques	Prévisions 2014	Réalisation au		Taux de réalisation (%)	Glissement (%)
		30-juin-13	30-juin-14		
DEPENSES COURANTES	597,60	337,80	343,29	57,4	1,6
Dépenses de personnel	320,90	157,10	170,96	53,3	8,8
Réparties	263,80	124,28	144,43	54,7	16,2
Non réparties	57,09	32,82	26,53	46,5	-19,2
Dépenses de fonctionnement	112,36	80,92	64,69	57,6	-20,1
Achats de Biens et Services	93,44	72,14	55,33	59,2	-23,3
Acquisitions et grosses réparations	18,92	8,79	9,36	49,5	6,5
Dépenses de transfert	164,34	99,78	107,65	65,5	7,9
Subvention d'exploitation	78,05	52,30	56,91	72,9	8,8
Transferts Courants	86,30	47,47	50,74	58,8	6,9
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	297,80	100,79	101,61	34,1	0,8
Ressources intérieures	161,60	68,64	81,07	50,2	18,1
Ressources extérieures	136,20	32,15	20,54	15,1	-36,1
DETTE PUBLIQUE	114,66	26,42	129,09	112,6	388,6
Intérieure	58,76	8,23	109,54	186,4	1231,6
Extérieure	55,90	18,19	19,56	35,0	7,5
BUDGETS AUTONOMES	59,80	27,97	34,93	58,4	24,9
FNRB	48,70	24,85	27,98	57,5	12,6
Fonds Routier	9,00	2,26	6,06	67,4	168,8
CAA (fonctionnement)	2,10	0,87	0,88	42,1	1,5
COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	57,65	13,70	16,54	28,7	20,7
TOTAL Général	1127,50	506,68	625,46	55,5	23,4

Source : DGB/MEF, Rapport d'exécution au 30 juin 2014 du Budget Général de l'Etat, gestion 2014, août 2014

- **Les dépenses des autres budgets**

Il s'agit des dépenses du Fonds National des Retraites du Bénin (FNRB), de la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) et du Fonds Routier (FR).

Les engagements du FNRB se chiffrent au 30 juin 2014, à 27,98 milliards FCFA sur une prévision annuelle de 48,70 milliards FCFA, soit un taux d'engagement de 57,5% contre 55,8% à la même période en 2013. En glissement annuel, le montant des engagements des dépenses de fonctionnement du FNRB a enregistré une hausse de 12,4% environ.

Le niveau d'exécution des dépenses de fonctionnement de la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA), base engagement à fin juin 2014 s'élève à 0,87 milliard FCFA sur une prévision annuelle de 2,10 milliard FCFA, soit un taux d'engagement de 42,1%. En glissement annuel, le niveau d'engagement a enregistré une hausse de 1,5% par rapport à juin 2013.

Au 30 juin 2014, les engagements de dépenses totales du Fonds Routier (FR) sont ressortis à 6,06 milliards FCFA sur une prévision annuelle de 9,0 milliards FCFA, soit un taux d'exécution base engagement de 67,4% contre 25,1% en juin 2013. En glissement annuel, les engagements des dépenses de fonctionnement du FR ont connu une hausse de 168,8%.

3.3. Le Programme d'Investissement Public⁸

- **Réalisation par source de financement**

Au 31 décembre 2013, les dépenses relatives au financement du Programme d'Investissement Public (PIP) sur les ressources intérieures se sont établies à environ 116,77 milliards FCFA sur une prévision de 143,0 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 81,7%. Comparé à la même période de 2012, elles affichent une progression de 2,8%.

De même, le financement sur ressources extérieures enregistre une hausse d'environ 107,0% pour s'établir à 123,21 milliards FCFA au 31 décembre 2013 contre 59,52 milliards FCFA en 2012.

⁸Les données disponibles concernent l'année 2013

Tableau 11: Bilan du PIP au 31 décembre 2013 par source de financement (en milliards FCFA)

Rubriques	Prévisions 2013	Réalisation au		Taux de réalisation (%)	Glissement (%)
		31-déc-12	31-déc-13		
Budget national	143,00	113,63	116,77	81,7	2,8
BN CPT	83,65	62,20	65,84	78,7	5,9
BN EXC	59,36	51,43	50,93	85,8	-1,0
TEED/TTE	0,00	0,00	0,00		
Portefeuille	0,00	0,00	0,00		
Aide Budgétaire	0,00	0,00	0,00		
Autofinancement	0,00	0,00	0,00		
Collectivités Locales	0,00	0,00	0,00		
SOURCES INTERIEURES	143,00	113,63	116,77	81,7	2,8
Prêts	67,90	34,30	64,99	95,7	89,5
Dons	62,00	25,23	58,22	93,9	130,8
SOURCES EXTERIEURES	129,90	59,52	123,21	94,9	107,0
TOTAL GENERAL	272,90	173,15	239,98	87,9	38,6

Source : DGSPP/MDAEP, août 2014

Réalisation par secteur d'activité

La consommation des crédits dans le secteur productif s'élève à 115,09 milliards FCFA à fin décembre 2013, soit 81,2% des prévisions annuelles. En glissement annuel, le secteur productif a connu une hausse de 21,5%. Cette hausse s'explique essentiellement par la bonne performance enregistrée à la fin de l'année 2013 dans les sous-secteurs « Rural » et « Infrastructures » qui ont respectivement connu des taux d'exécution de 90,6% et 95,2% par rapport aux prévisions annuelles. En glissement annuels, ces deux sous-secteurs affichent des hausses respectives de 71,0% et 26,9%. S'agissant du sous-secteur « Eau, Energie et Mines », il affiche un taux d'exécution financière de 71,3% à fin décembre 2013 et enregistre en glissement annuel, une baisse de 10,2%.

Quant aux secteurs sociaux, les dépenses effectuées au titre de l'année 2013 se situent à 65,32 milliards FCFA sur une prévision de 91,39 milliards FCFA, un taux de réalisation de 71,5%. Le taux de réalisation du secteur social par rapport à la même période de l'année 2012 a connu une augmentation essentiellement tirée par les sous-secteurs « Autres secteurs sociaux » et « Environnement » qui ont enregistré des hausses respectives 141,4% et 103,7% de leur consommation de crédit. Au total en glissement annuel, les dépenses effectuées dans les secteurs sociaux ont affiché une hausse de 38,6%.

Au niveau du secteur « Administration », sur une prévision de 39,72 milliards FCFA, il a été dépensé en 2013 un montant de 59,58 milliards FCFA, soit un taux de réalisation 150,0%. Comparées à la même période de l'année précédente, ces dépenses ont connu une augmentation significative de 28,79 milliards FCFA, soit un taux d'accroissement de 93,5%.

Tableau 12 : Bilan du PIP au 31 décembre 2013 par secteur d'activité (en milliards FCFA)

Rubriques	Prévisions 2013	Réalisation au		Taux de réalisation (%)	Glissement (%)
		31-déc-12	31-déc-13		
Secteur rural	34,10	18,08	30,91	90,6	71,0
Industrie, commerce et services, artisanat et tourisme	16,27	6,22	7,11	43,7	14,2
Eau, électricité et mines	41,54	33,00	29,62	71,3	-10,2
Infrastructures	49,87	37,39	47,45	95,2	26,9
Total secteurs productifs	141,78	94,70	115,09	81,2	21,5
Santé	23,10	9,39	9,46	40,9	0,7
Education	24,79	12,25	17,32	69,9	41,4
Habitat	20,93	13,35	11,95	57,1	-10,5
Environnement	17,35	10,69	21,77	125,5	103,7
Autres secteurs sociaux	5,22	2,00	4,82	92,4	141,4
Total secteurs sociaux	91,39	47,68	65,32	71,5	37,0
Administration (souveraineté)	39,72	30,79	59,58	150,0	93,5
TOTAL GENERAL	272,89	173,16	239,99	87,9	38,6

Source: DGSPP/MDAEP, août 2014

CHAPITRE 3 : PERSPECTIVES ECONOMIQUES POUR 2015

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE MONDIAL

Les perspectives de croissance de l'activité économique mondiale tablent sur une croissance de 4,0% en 2015 contre 3,4% en 2014. Les pays à revenu élevé seraient à l'origine d'environ la moitié de la croissance mondiale en 2015, contre moins de 40 % en 2013.

L'accélération du rythme de la croissance des pays à revenu élevé donnerait une forte impulsion aux pays en développement. Ces pays devraient, selon les projections, accroître la demande mondiale au cours des trois prochaines années,

Aux Etats Unis, la croissance repart avec la dissipation des facteurs temporaires. Sur l'ensemble de l'année 2014, comme la reprise de l'investissement est plus timide, le rebond ne devrait compenser qu'en partie la faiblesse du premier trimestre. Les projections pour 2015 ressortent à 3% contre 1,7% en 2014.

S'agissant de l'évolution des prix, le FMI table sur un taux d'inflation de 1,6% en 2015 contre 1,4% en 2014.

Dans la Zone Euro, le rythme de croissance passerait de 1,1% en 2014 à 1,5% en 2015, mais resterait inégal dans la région, en raison d'une fragmentation financière persistante, de la fragilité des bilans publics et privés et du niveau élevé du chômage dans certains pays.

En ce qui concerne l'inflation, elle devrait être proche de 1,3% en 2015 contre 1,1% en 2014, selon la Banque Centrale Européenne.

Au Royaume Uni, l'économie s'est redressée à un rythme soutenu, grâce notamment à une politique monétaire très accommodante et à une embellie du marché du travail soutenant la consommation des ménages. Les dépenses des ménages devraient continuer d'alimenter l'activité économique, qui devrait bénéficier d'un coup de pouce supplémentaire grâce à la reprise de l'investissement. Selon le FMI, le taux de croissance pour 2015 ressortirait à 2,7%, en léger repli de 0,5 point par rapport à 2014.

L'inflation globale est tombée en deçà de l'objectif d'inflation de 2% en 2014 et devrait être maintenu à ce niveau en 2015. Ainsi, le FMI table sur un taux d'inflation de 1,9% en 2015 comme en 2014.

Au Japon, la prévision de croissance pour 2015 est de 1,1% contre 1,6% pour 2014, due en grande partie au retrait programmé de la relance budgétaire.

L'inflation, selon le FMI, connaîtrait un léger fléchissement pour s'établir à 1,7% en 2015 contre 2,8% en 2014.

Tableau 13 : Evolution des taux de croissance et d'inflation dans les principaux pays du monde

Pays	Croissance économique			Inflation		
	2013	2014	2015	2013	2014	2015
Etats-Unis	1,9	1,7	3,0	1,5	1,4	1,6
Zone Euro	-0,4	1,1	1,5	1,1	1,1	1,3
Japon	1,5	1,6	1,1	2,8	1,6	1,7
Royaume Uni	1,7	3,2	2,7	2,0	1,9	1,9
Chine	7,7	7,4	7,1	2,5	3,0	3,0
Inde	5,0	5,4	6,4	9,1	8,0	7,5
Afrique Subsaharienne	5,4	5,4	5,8	6,3	6,1	5,9
Nigeria	6,8	6,2	7,0	8,0	7,3	7,0

Source, FMI, BCE, juillet 2014

Dans les pays émergents et en développement d'Asie, le raffermissement de la croissance mondiale et la légère reprise de l'activité industrielle devraient contribuer à porter le taux de croissance à 6,7% en 2015 contre 6,4% en 2014.

En Chine, les autorités ont pris des mesures limitées et ciblées pour accompagner l'activité au second semestre 2014, notamment des exonérations fiscales pour les petites et moyennes entreprises, l'accélération des dépenses budgétaires et des investissements dans l'infrastructure ainsi que les réductions ciblées des coefficients de réserves obligatoires. Bien que les perspectives restent largement fonction de l'objectif gouvernemental, la croissance devrait descendre à 7,1% en 2015 contre 7,4% en 2014, l'économie se calant progressivement sur une trajectoire plus tenable.

Contrairement à la croissance qui connaîtrait un ralentissement, le taux d'inflation connaîtrait en 2015, une stagnation en ressortant à 3%, sans changement par rapport à 2014.

En Inde, l'économie connaîtrait une amélioration, grâce à l'accroissement progressif de l'investissement intérieur et à l'augmentation de la demande mondiale. Les prévisions reposent d'une part, sur l'hypothèse que des réformes seront entreprises pour réduire les obstacles au niveau de l'offre (en particulier dans le domaine de l'énergie et de l'infrastructure) et pour améliorer la productivité de la main-d'œuvre et d'autre part, que

l'assainissement des finances publiques se poursuivra et que l'orientation de la politique monétaire restera crédible. Selon le FMI, la croissance de l'Inde devrait s'effectuer au rythme de 6,4 % contre 5,4% en 2014.

S'agissant de l'inflation, elle resterait encore élevée à 7,5% en 2015 contre 8,0% en 2014, selon le FMI.

En Afrique Subsaharienne, le taux de croissance s'établirait à 5,8% en 2015 contre 5,4% en 2014. Cette « légère » hausse serait favorisée par le raffermissement de la demande extérieure et des investissements dans les ressources naturelles, les infrastructures et la production agricole.

Les perspectives de la région pourraient toutefois, s'assombrir par la suite, notamment du fait d'un repli des cours des produits de base en raison d'un tassement de la croissance des marchés émergents en particulier la Chine ; d'une intensification de la volatilité des marchés des capitaux associée au resserrement des conditions monétaires à l'échelle mondiale ainsi que les risques intérieurs suscités par les tensions politiques avant les élections au Nigéria, les problèmes sécuritaires au Soudan du Sud et en République Centrafricaine, l'accélération de l'inflation due à l'extrême faiblesse des monnaies et à la hausse des prix alimentaires.

Les perspectives dans le domaine de l'inflation devraient rester favorables dans la région, même si les prix évoluent à la hausse suite au renchérissement des produits alimentaires dans certains pays ou à la dépréciation de la monnaie dans d'autres pays, en particulier l'Afrique du Sud et le Ghana. Globalement, le taux d'inflation poursuivrait sa décélération en s'établissant à 5,9% contre 6,1% en 2014.

Dans les pays de l'UEMOA, l'environnement serait influencé par la hausse de la production céréalière. La production céréalière est projetée en hausse de 5% pour la campagne agricole 2014/2015 contre une baisse d'environ 8,3% au cours de la campagne agricole 2013/2014. Le niveau de la production reste cependant supérieur à la moyenne enregistrée au cours des cinq dernières années. Sur cette base, le taux de croissance économique est projeté à 7,1% en 2015 contre 6,6% en 2014.

Le taux d'inflation est projeté à 1,3% en glissement annuel, en phase avec l'objectif de stabilité des prix dans l'Union. Les risques pesant sur les prix sont globalement baissiers. Ils sont relatifs notamment à : (i) l'absence de tensions sur les prix des céréales au cours des prochains mois dans les pays sahéliens, grâce aux importations en provenance des

pays limitrophes excédentaires ; (ii) la poursuite du repli des prix au niveau mondial, notamment dans la zone euro et (iii) la persistance de la hausse des cours de l'euro.

Les risques haussiers pesant sur l'évolution de l'inflation au cours des prochains mois sont à relier notamment aux résultats de la campagne agricole 2014/2015, qui restent fortement tributaires des conditions climatiques. Une seconde baisse de la production en 2014, après celle de 2013, pourrait se traduire par des tensions importantes sur les prix des céréales.

Le Nigeria affiche des perspectives de croissance économique vigoureuse, malgré des risques de fléchissement. Leur concrétisation suppose toutefois une consolidation de la croissance de l'économie mondiale, de bonnes récoltes, le succès du Programme de transformation agricole et de profondes réformes économiques et structurelles, dont la réforme du secteur de l'électricité, cette dernière devant permettre d'accroître la production et d'améliorer la distribution. Ainsi, la croissance devrait atteindre environ 7,0 % en 2015 contre 6,2% en 2014.

S'agissant de l'inflation, après la hausse de 8,2% notée en juin 2014, la Banque Centrale du Nigeria a indiqué qu'elle veut maintenir l'inflation entre 6 et 9% en 2014 et que son objectif à plus long terme est de réduire le taux d'inflation à environ 5,0% d'ici fin 2015. Selon les projections du FMI, le taux d'inflation ressortirait à 7,0% en 2015 contre 7,3% en 2014.

2 PERSPECTIVES POUR LES DIFFERENTS MARCHES

Le coton

Le niveau des prix internationaux du coton projetés par le Comité Consultatif International du Coton (CCIC) est d'environ 91,0 cts/lb pour l'année 2014 et 85,0 cts/lb pour 2015 contre 88,0 en 2013. En effet, au second semestre 2014, il est attendu un rééquilibrage entre les prix internationaux de coton et ceux du polyester caractérisé par une baisse des prix de coton cumulativement à une augmentation des prix du polyester. Cette évolution attendue des prix devrait stimuler à nouveau une augmentation de la consommation mondiale du coton.

Ainsi, pour le CCIC, la consommation mondiale de coton devrait progresser d'environ 5,2% par rapport à 2013/2014 pour atteindre 24,5 millions tonnes en 2014/2015 tirée essentiellement par l'augmentation de la consommation en Asie. Quant à la production, elle devrait se situer autour de 25,5 millions tonnes en 2014/2015, soit une baisse de 2,3% par rapport à la campagne 2013/2014.

En ce qui concerne l'offre mondiale de coton, elle devrait atteindre 46,12 millions de tonnes, soit une progression de 5,1% par rapport à la campagne 2014/2015 en lien avec le niveau élevé des stocks d'ouverture de campagne. En effet, les stocks d'ouverture de campagne devraient se situer à 20,6 millions tonnes en 2014/2015 contre 17,8 millions tonnes en 2013/2014, soit un accroissement de 15,7%.

Les échanges commerciaux devraient diminuer de 11,7%, passant de 9,0 millions de tonnes en 2013/14 à 7,9 millions de tonnes en 2014/15, en raison d'une baisse des importations de la Chine. La récolte indienne devrait chuter en 2014/15, causant une baisse de l'excédent exportable, d'autant plus que la demande intérieure est en hausse. Par contre, aux Etats-Unis, les exportations devraient augmenter de 9,2% pour contre balancer les baisses asiatiques.

Le pétrole

Selon l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP), la demande mondiale du pétrole est estimée à 91,11 mbj en 2014 et 92,32 mbj en 2015 contre 90,01 mbj en 2013, soit respectivement une croissance de 1,2% en 2014 par rapport 2013 et 1,3% en 2015 par rapport à 2014.

En ce qui concerne l'offre mondiale de pétrole, elle devrait se situer autour de 55,69 mbj pour les pays non OPEP en 2014 contre 54,19 mbj en 2013, soit une hausse de 2,8% environ. Pour l'année 2015 l'offre des pays est projetée à 56,96 mbj en hausse de 2,3% par rapport 2014. Cette hausse proviendrait essentiellement des pays membres de l'OCDE, de l'Amérique Latine et de la Chine. Par contre, dans les autres zones notamment en Afrique, l'offre devrait s'inscrire en baisse. Pour les pays membres de l'OPEP, la production du brut devrait s'établir à 29,91 mbj en 2014 en hausse de 0,8% par rapport à 2013. Les prix moyens du pétrole pourraient s'afficher à 104,17 \$/baril en 2014 et 97,92 \$/baril en 2015 contre une estimation de 104,07 \$/baril en 2013 selon le FMI.

Tableau 14 : Récapitulatif des prix des matières premières de 2012 à 2014

	2013	2014	2015
Coton (cts/lb)⁹	88,0	91,0	85,0
Pétrole (\$/baril)¹⁰	104,07	104,17	97,92
Riz (\$/t)¹¹	477,0	385,6	379,7

Source : CCIC, FMI, Banque Mondiale

⁹ Source : CCIC, août 2014

¹⁰ Source : FMI, PEM avril 2014

¹¹ Source : à préciser

Le riz

Selon la FAO, la production mondiale de riz devrait s'afficher en 2014 à 750,9 Mt¹² contre une estimation de 747 Mt en 2013, soit une baisse de 0,5% en un an. Ces perspectives sont entourées d'incertitudes, en raison de l'arrivée imminente du phénomène climatique El Niño, dont la durée et de l'intensité détermineront l'impact sur la production.

Le commerce devrait atteindre 39,4 millions de tonnes en 2014, soit une croissance de 6,0% par rapport à 2013. Cette performance serait imputable à une forte demande d'importation, principalement en Asie, où les principaux marchés, tels que le Bangladesh et les Philippines, intensifient leurs achats à l'étranger afin de reconstituer leurs stocks et/ou de freiner les pressions inflationnistes.

S'agissant des stocks mondiaux de riz, les réserves mondiales devraient ainsi progresser et atteindre un niveau record de 181,4 millions de tonnes en 2014 et 179,7 millions de tonnes en 2015 contre 175,4 Mt en 2013. Le rapport stocks mondiaux-utilisation passerait ainsi de 36,1 pour cent en 2013/14 à 35,1 pour cent en 2014/15.

Selon la Banque mondiale, les prix devraient s'afficher à 385,6 \$/t en 2014 contre 477,0 \$/t en 2013, soit une baisse de 19,2%. Pour l'année 2015 la baisse des prix devraient se poursuivre avec un taux de régression de 1,5% par rapport à 2014 pour s'établir à 379,7 \$/t.

3. PERSPECTIVES ECONOMIQUES NATIONALES POUR 2015

Les grandes orientations de la politique économique pour 2015 s'inscrivent dans le cadre de la vision Bénin 2025, Alafia : « Le Bénin est, en 2025, un pays-phare, un pays bien gouverné, uni et de paix, à économie prospère et compétitive, de rayonnement culturel et de bien-être social ».

Cette vision est déclinée par les Orientations Stratégiques de Développement (OSD). Ces dernières sont à leur tour opérationnalisées à travers la Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (SCRП) qui constitue le cadre fédérateur de l'intervention des partenaires au développement.

L'orientation de la politique économique du Gouvernement, tout en s'inspirant des documents de politiques nationales ci-dessus cités, tient compte d'une part, de la démarche logique adoptée par le Gouvernement depuis 2006 pour doper la croissance au

¹² Mt : millions de tonnes

Bénin et d'autre part, du projet de société du Président Docteur Boni YAYI et du plan de relance de l'économie nationale élaboré en 2011.

Au cours de l'année 2007 considérée comme une année de transition, le Gouvernement s'est évertué à regagner la confiance des opérateurs privés, en particulier par l'apurement des arriérés intérieurs, et à renforcer le cadre macroéconomique (accélération de la croissance, assainissement des finances publiques, etc.). Après cette étape, il a été question de créer les conditions propices à l'essor économique du pays. C'est à ce titre que l'année 2008 a été considérée comme l'année des réformes. Ainsi, plusieurs réformes structurelles ont été identifiées et engagées : réforme des entreprises publiques, réforme de l'Administration publique, etc. Comme suite à l'engagement des réformes structurelles, l'étape suivante a concerné la mise en place d'un dispositif fiscal favorable au secteur privé. A cet effet, l'année 2009 a été consacrée à l'accélération de la dynamisation du secteur privé. Pour 2010, l'orientation de la politique économique a été axée sur le renforcement des infrastructures de base et avait principalement pour but la consolidation des acquis du secteur privé et la création d'un cadre propice à l'émergence de ses activités. En 2011, la politique économique a visé le renforcement de la mise en place des bases de l'émergence. Il s'est agi : (i) de poursuivre la mise en place d'un cadre propice au développement du secteur privé ; (ii) de renforcer les infrastructures de base ; (iii) de promouvoir le développement à la base ; (iv) d'aménager l'espace national.

Depuis 2012, le Gouvernement a opté pour une orientation économique quinquennale du Budget Général de l'Etat, avec des points d'application annuels. Ainsi, pour la période 2012-2016, la politique économique sera axée sur le développement de l'entreprise et de l'initiative privée.

Les points d'application pour 2012 de cette orientation portent sur : (i) la réforme et la modernisation de l'Administration Publique ; (ii) la promotion du partenariat public-privé ; (iii) le développement local. Les points d'application pour 2013 et 2014 s'inscrivent dans le cadre de mise en œuvre des recommandations du Plan de Relance de la Croissance Economique, élaboré par le Gouvernement en 2011 pour mettre l'économie sur un sentier de croissance rapide et durable. Ce plan, réalisé pour la période 2012-2014, a montré la nécessité d'investir dans quatre secteurs stratégiques à savoir : l'agriculture, les infrastructures, le système éducatif et le développement local. Spécifiquement pour 2014, en plus de ces secteurs stratégiques, le Gouvernement a mis la priorité sur la promotion de l'emploi des jeunes. Au total, les points d'application retenus pour 2014 sont : (i) la

promotion de l'emploi des jeunes ; (ii) le renforcement du capital humain et des infrastructures de soutien à la production ; (iii) la modernisation de l'agriculture et la promotion de l'agro-industrie ; (v) le développement local. Un accent particulier est mis sur deux aspects transversaux importants que sont la gouvernance et le genre.

Pour 2015, deux enjeux majeurs ont été pris en considération dans la définition des points d'application de l'orientation économique quinquennale 2012-2016. Il s'agit de l'entrée en vigueur du Tarif Extérieur Commun de la CEDEAO, de l'arrivée à terme des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et la transition vers les Objectifs de Développement Durable (ODD). Pour ce faire, l'Etat entend renforcer le potentiel de production de l'économie avec pour objectif d'amorcer à terme une véritable transformation structurelle. Par conséquent, les points d'application retenus pour l'année 2014 restent pertinents.

Le gouvernement réaffirme son engagement à améliorer la gouvernance, notamment aux plans économique et politique. A cet égard, il envisage accorder une attention particulière au développement et à la modernisation des archives nationales qui constituent un instrument de gouvernance.

De même, les mesures en faveur de la lutte contre les inégalités de genre seront aussi poursuivies afin d'impliquer au mieux les couches les plus défavorisées, notamment les femmes, dans le processus de création de la richesse. Par ailleurs, le Gouvernement compte intégrer la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques au cœur de sa politique économique afin de soutenir la croissance et la rendre moins vulnérable aux chocs exogènes.

En définitive, les points d'application de l'orientation globale de la politique économique du Gouvernement au titre de l'année 2015 sont : (i) la promotion de l'emploi des jeunes ; (ii) le renforcement du capital humain et des infrastructures de soutien à la production ; (iii) la modernisation de l'agriculture (production vivrière, élevage et pêche) et la promotion de l'agro-industrie ; (iv) le développement local.

Les axes transversaux de la politique économique en 2015 sont relatifs à la promotion de la bonne gouvernance avec une attention particulière au développement des archives, la réduction des inégalités de genre et la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques.

Sur la base de ces orientations et en tenant compte de l'évolution prévisible de la conjoncture aux plans mondial et régional, les perspectives économiques nationales pour 2015 ont été élaborées en prenant en considération les hypothèses suivantes :

- la production de coton passerait de 307.354,785 tonnes en 2013 à 400.000 tonnes en 2015 en lien avec la baisse des prix des intrants, l'augmentation des rendements et le renforcement de l'encadrement des producteurs ;
- l'augmentation des investissements publics avec la poursuite de la politique des grands travaux ;
- l'amélioration du climat des affaires dans le but d'attirer les investissements privés vers les pôles de croissance et de densifier le tissu industriel. A cet effet, le Gouvernement entend, entre autres, prendre des mesures pour consolider la compétitivité du Port de Cotonou et améliorer le climat des affaires.

Sur cette base, la croissance devrait se consolider en 2015. Elle est projetée à 6,0% en 2015 contre 5,7% en 2014. Cette tendance favorable s'explique entre autres par : (i) le démarrage des activités des hôtels de 4 et 5 étoiles construits par le secteur privé ; (ii) l'augmentation de la production agricole, notamment la production de coton qui passerait de 350 000 tonnes à 400.000 tonnes ; (iii) la poursuite des réformes portuaires ; (iv) les travaux de construction du réseau ferroviaire Cotonou-Parakou-Dosso-Niamey ; (v) la poursuite de la construction des infrastructures routières ; etc.

En outre, au cours de l'année 2015, l'économie béninoise devrait commencer par bénéficier des retombées de la Table ronde tenue les 17 et 18 juin 2014 à Paris et qui a permis d'enregistrer 6 046,5 milliards FCFA d'engagements des partenaires techniques et financiers ; ce qui constitue une incitation pour accélérer les réformes pour une amélioration du climat des affaires.

Les tensions inflationnistes devraient rester modérées en lien avec l'amélioration de la production vivrière et le recul des cours des produits de base, en particulier des carburants et des produits alimentaires. L'inflation devrait avoisiner 2%.

CHAPITRE 4 : ACTIONS BUDGETAIRES ET FISCALES POUR 2015

1. GRANDES OPTIONS DU PROJET DE LOI DE FINANCES, GESTION 2015

Il est présenté dans cette partie, les options fondamentales du projet de Loi de Finances, gestion 2015 à travers les principales mesures économiques, sociales et fiscales prévues pour 2015.

Les mesures économiques et sociales

Les objectifs retenus dans le projet de budget, gestion 2015, sont en phase avec les points d'application pour 2015 de l'orientation économique quinquennale adoptée par le Gouvernement depuis 2012, avec un accent particulier sur quatre aspects transversaux importants que sont **la promotion de la bonne gouvernance, le développement des archives, la réduction des inégalités de genre et la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques.**

La prise en considération de ces axes transversaux permettra d'améliorer l'efficacité des mesures de politique économique.

Les mesures fiscales et non fiscales

Ces mesures visent, entre autres, à :

- corriger les lacunes constatées dans l'application des mesures prises au cours des années antérieures ;
- rechercher l'équité en matière fiscale ;
- promouvoir le commerce, les petites et moyennes entreprises, le développement de l'agriculture et les nouvelles technologies de communication ;
- favoriser le développement durable et équilibré de l'espace national ;
- mettre en œuvre les dispositions de la Loi organique n°2013-14 du 27 septembre 2013 relative aux Lois des finances.

Les mesures proposées par la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (DGDDI)

Les mesures proposées par la DGDDI pour le Budget, gestion 2015 peuvent être catégorisées en deux groupes. Le premier groupe concerne les mesures existantes à reconduire et le deuxième groupe est relatif aux nouvelles mesures.

Les mesures existantes et reconduites sont au nombre de cinq (05) et se présentent comme suit :

- **Exonération des droits et taxes de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur le matériel informatique, y compris les logiciels, les imprimantes, les parties et pièces détachées**

Les articles 2 et 3 de l'Ordonnance N°2014-01 du 02 janvier 2014 portant Loi de finances pour la gestion 2014 consacrent la reconduction de l'exonération sur le matériel informatique.

Cette mesure, instituée par la Loi de finances, gestion 2000, vise à promouvoir au Bénin, les nouvelles technologies de l'information et de la communication ainsi que l'utilisation des ordinateurs, outils de développement des entreprises et d'épanouissement de l'homme.

La mise en œuvre de cette mesure a favorisé l'accès des entreprises béninoises aux nouvelles technologies de l'information et de la communication et a contribué considérablement à l'adoption par elles, des ordinateurs comme outils efficaces de gestion.

Elle a également facilité la tenue, par de nombreuses entreprises, d'une comptabilité aisément exploitable par les services fiscaux.

Par ailleurs, le matériel informatique est aujourd'hui un outil précieux de recherche pour les élèves, étudiants et enseignants ainsi que de travail pour toute l'administration publique.

La mesure est reconduite eu égard à ses effets bénéfiques sur le développement des entreprises, l'Administration béninoise et l'épanouissement de l'apprenant béninois.

- **Exonération des droits et taxes de douane et de la TVA sur les autobus, autocars et minibus de toutes catégories importés, fabriqués ou vendus à l'état neuf en République du Bénin et destinés au transport en commun**

L'article 4 de l'Ordonnance N°2014-01 du 02 janvier 2014 portant Loi de finances pour la gestion 2014 a reconduit pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2014, le régime fiscal d'exonération des autobus, minibus et autocars vendus à l'état neuf en République du Bénin.

Cette mesure, instituée par la Loi de finances, gestion 2002, vise à promouvoir au Bénin les transports urbain et interurbain. En effet, cette politique budgétaire permettra de

décourager progressivement dans les grandes agglomérations la pratique des taxis motos, véritable vecteur de la pollution environnementale, de l'exode rural et de la baisse de la production agricole.

Les résultats attendus ne sont pas encore atteints, raison pour laquelle la mesure est reconduite pour la gestion 2015.

L'efficacité de cette mesure s'en trouverait améliorée par la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions qui consistent à améliorer le réseau routier, réhabiliter et développer le réseau ferroviaire et faire prendre en charge par les collectivités locales, le problème de mobilité urbaine.

- **Exonération des droits et taxes de douane et de la TVA sur les équipements et matériaux neufs importés ainsi que les matériaux locaux destinés à la construction des stations-service, des stations trottoir, des cuves à pétrole et à gasoil**

L'article 5 de l'Ordonnance N°2014-01 du 02 janvier 2014 portant Loi de finances pour la gestion 2014 a reconduit, pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2014, le régime fiscal d'exonération des équipements et matériaux destinés à la construction des stations-service, des stations trottoir et des cuves à pétrole et à gas-oil.

Par cette mesure, le Gouvernement compte, d'une part, encourager la construction des stations-service et stations trottoir et d'autre part, rendre disponibles les produits en quantité et en qualité sur toute l'étendue du territoire national en vue d'éradiquer le trafic illicite des produits pétroliers.

Les résultats de cette mesure sont encore peu satisfaisants, raison pour laquelle elle est reconduite pour la gestion budgétaire 2015.

- **Exonération des droits et taxes de douane et de la TVA sur les camions citernes importés neufs et destinés à la distribution des produits pétroliers**

L'article 6 de l'Ordonnance N°2014-01 du 02 janvier 2014 portant Loi de finances pour la gestion 2014 a reconduit, pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2014, le régime fiscal d'exonération des camions citernes importés neufs et destinés à la distribution des produits pétroliers.

Cette mesure, instituée pour accompagner l'exonération prévue pour les stations service et stations trottoir, vise à faciliter la distribution au Bénin des produits pétroliers. Elle est reconduite pour la gestion 2015.

- **Reconduction de la réduction du taux spécial de la taxe de statistique pour la réexportation des produits pétroliers**

L'article 7 de l'Ordonnance N°2014-01 du 02 janvier 2014 portant Loi de finances pour la gestion 2014 a reconduit la réduction du taux de la taxe de statistique sur les produits pétroliers en régime de réexportation de 5% à 1% de la valeur en douane des produits en vue de soutenir les entreprises importatrices de produits pétroliers qui ont eu des opportunités de réexporter ces produits par voie terrestre vers les pays enclavés.

La baisse du taux de la taxe de statistique étant une condition pour la pérennisation de cette nouvelle activité, cette mesure est reconduite pour la gestion budgétaire 2015.

Les nouvelles mesures sont relatives à :

- **La mise en application du Tarif Extérieur Commun (TEC) de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) conformément à la décision A/DEC.17/01/06 du 12 janvier 2006, portant adoption du TEC de la CEDEAO, modifié par l'acte additionnel A/SA1/06/09 du 22 juin 2009**

Le Traité de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dispose en ses articles 3 et 37 que les Etats Membres conviennent de mettre en place un Tarif Extérieur Commun (TEC).

Se fondant sur ces dispositions, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement a adopté, au terme de sa 29^{ème} session, par Décision A/DEC.17/01/06 du 12 janvier 2006, le Tarif Extérieur Commun pour les Etats membres de la CEDEAO basé sur le TEC UEMOA en vigueur au Bénin depuis le 31 janvier 2000 et qui comporte quatre (04) "bandes ou catégories" de produits correspondant aux taux de 0%, 5%, 10% et 20%.

Ainsi, l'acte additionnel n°A/SA.1/06/09 du 22 juin 2009, portant amendement de la décision A/DEC./17/01/06 susvisée, a consacré la création d'une 5^{ème} bande intitulée « Catégorie 4 : biens spécifiques pour le développement économique » au taux de 35%, qui complète les quatre (4) bandes du TEC UEMOA pour donner naissance au TEC CEDEAO dont la structure comporte :

- une nomenclature commune basée sur le Système Harmonisé (SH) de désignation et de codification des marchandises de l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD) ;

- un tableau des droits et taxes comprenant le Droit de Douane (DD), la Redevance Statistique (RS) et le Prélèvement Communautaire de la CEDEAO (PC) ;
- des mesures complémentaires.

La Nomenclature du TEC CEDEAO comporte 5899 lignes tarifaires réparties dans le tableau ci-dessous :

CATEGORIES	INTITULE	TAUX DD	NOMBRE DE LIGNES TARIFAIRES
0	Biens sociaux essentiels	0%	85
1	Biens de première nécessité, matières premières de base, biens d'équipement, intrants spécifiques	5%	2146
2	Intrants et produits intermédiaires	10%	1373
3	Biens de consommation finale	20%	2165
4	Biens spécifiques pour le développement économique	35%	130

Par ailleurs, pour assurer une protection des produits communautaires, deux (02) taxes de protection sont prévues en faveur des industries naissantes et des secteurs stratégiques de la Région. Il s'agit de :

- la Taxe d'Ajustement à l'Importation (TAI), d'application temporaire (sur une période de 5 ans), qui permet de faire face à la baisse de protection tarifaire d'un produit donné du fait de l'application du TEC CEDEAO et ;
- la Taxe Complémentaire de Protection (TCP) à appliquer temporairement pour une période maximale de un (01) à deux (02) ans aux marchandises originaires des pays tiers importées en concurrence avec les produits similaires fabriqués dans un Etat de la Communauté.

Enfin, pour se conformer à l'esprit de la décision A/DEC.17/01/06 du 12 janvier 2006, portant adoption du TEC de la CEDEAO, modifiée par l'acte additionnel A/SA1/06/09 du 22 juin 2009, les prélèvements communautaires actuellement en vigueur, institués par l'UEMOA et la CEDEAO, continueront d'être appliqués pendant une période transitoire de cinq (05) ans.

Ainsi, pendant les cinq (05) ans, les Etats de l'UEMOA continueront de percevoir le Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS) au taux de 1% cumulativement au Prélèvement Communautaire (PC) de la CEDEAO au taux de 0,5% ad valorem.

- ***Modification du paragraphe 4 de l'article 7 de la loi N° 2002-25 du 31 décembre 2002 portant loi de finances pour la gestion 2003 en vue d'exclure d'une part, le transit des produits communautaires de l'UEMOA et de la CEDEAO et d'autre part, les opérations des représentations diplomatiques et consulaires du champ d'application de la Taxe de Statistique en attendant l'adoption par la CEDEAO des textes subséquents.***

L'article 7 de la loi n° 2002-25 du 31 décembre 2002 portant loi de finances pour la gestion 2003 a ré institué la Taxe de Statistique perçue, entre autres, sur le transit des marchandises à destination des pays non enclavés.

En vue de se conformer à l'article 45 paragraphe 2 du Traité révisé de la CEDEAO du 24 juillet 1993 qui stipule que « chaque Etat membre, conformément aux règles internationales et à la convention de la CEDEAO sur le Transit Routier Inter-Etats (TRIE) de marchandises, accorde la liberté totale de transit sur son territoire ou à destination d'un pays tiers et ce transit n'est soumis à aucune discrimination, restriction quantitative, droit ou autre frappant le transit » et en attendant l'adoption par la CEDEAO des textes subséquents, il est proposé d'exclure le transit des produits communautaires de l'UEMOA et de la CEDEAO du champ d'application de la Taxe de Statistique.

La présente modification permettra au Bénin d'être en harmonie avec la pratique dans la sous-région en matière de transit des produits communautaires.

- **Exonération des droits et taxes de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée sur les groupes électrogènes importés, fabriqués ou vendus à l'état neuf en République du Bénin en vue de soulager les entreprises et les ménages des effets néfastes du délestage**

L'énergie électrique est indispensable à la vie, au développement et à la lutte contre la pauvreté. Elle constitue un facteur de production pour les entreprises.

Conscient de son importance, le Gouvernement du Bénin, depuis plusieurs années, a placé l'énergie électrique au cœur de sa politique de développement.

Pour soulager les entreprises et les ménages des affres du délestage, en attendant que les mesures prises par le Gouvernement portent leurs fruits, il est proposé l'exonération des droits et taxes de douane sur les groupes électrogènes.

- ***Modification de l'article 8 de la loi n° 2010-46 du 31 décembre 2010 en vue de réviser à la hausse le montant de la redevance informatique.***

La poursuite des efforts de modernisation de l'Administration des douanes est indispensable pour améliorer sa performance.

En outre, dans le souci de respecter les engagements internationaux que l'Etat béninois a souscrits notamment la mise en œuvre de l'Accord de Facilitation des Echanges (AFE), conclu le 07 décembre 2013 à Bali, l'Etat est tenu de mettre en place certains instruments de facilitation à travers l'acquisition et la mise en place des outils de traitement automatique de l'information.

Le Fonds SYDONIA qui est alimenté par la redevance informatique est consacré pour le financement du système informatique de la douane. Ce fonds paraît insuffisant au regard des défis de modernisation qu'exige l'UEMOA. C'est dans ce cadre que le taux de la redevance informatique a été revu à la hausse dans l'ensemble des pays de l'UEMOA. A titre d'illustration, il est de vingt cinq mille (25 000) francs CFA en Côte d'Ivoire, de vingt mille (20 000) francs CFA au Sénégal et de dix mille (10 000) francs CFA au Burkina et au Niger.

Pour atteindre ces objectifs de performance et de facilitation de commerce international et tenant compte du fait que le Bénin est le seul pays de l'UEMOA qui pratique encore le montant de la redevance informatique le plus bas, il est proposé de réviser à la hausse la redevance informatique initialement fixée à cinq mille (5 000) francs CFA pour la porter à dix mille (10 000) francs CFA pour tous les régimes douaniers.

Par ailleurs, il est proposé que la redevance soit fixée à cinq mille (5 000) francs CFA pour les déclarations des engins à deux ou trois roues.

Les mesures proposées par la Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID)

Les mesures proposées par la DGID portent essentiellement sur : (i) la création d'un fonds de modernisation de la DGID (ii) les diverses modifications des articles du CGI.

- ***Modification de l'article 1^{er} du CGI en vue de soumettre à l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (IRPP) les revenus fonciers des personnes morales non assujetties à un impôt sur les bénéfices***

Avant l'avènement de la réforme des impôts sur le revenu, les revenus fonciers des personnes morales non assujetties à un impôt sur les bénéfices (communes, établissements publics à caractère administratif ou culturel, associations, ONG, etc.) étaient soumis à la Taxe Immobilière sur Loyers (TIL). Mais les nouvelles dispositions consacrant cette réforme insérées dans le Code Général des Impôts (CGI), ne permettent pas de soumettre les revenus fonciers de ces personnes à l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (IRPP) ou à l'Impôt sur les Sociétés (IS). C'est en raison de cette situation que depuis 2011 dans la plupart des services, lesdits revenus n'ont pu être imposés.

La présente modification de l'article 1^{er} du CGI vise à corriger cette insuffisance et à retenir pour l'imposition des revenus fonciers des personnes morales de droit public les règles applicables en matière de revenu foncier.

- ***Propositions d'articles à modifier, à actualiser, à supprimer ou à instituer dans le cadre de la création d'un nouveau régime d'imposition des micros et petites entreprises***

La création d'un nouveau régime d'imposition des micros et petites entreprises basé sur le chiffre d'affaires et non plus sur une procédure de fixation de forfait ou sur la valeur locative a conduit au réaménagement des seuils de chiffre d'affaires des régimes d'imposition initialement fixés par l'arrêté n° 018/MEF /DC/SGM/DGID/DLC/SLD du 1^{er} février 2011.

De ce nouveau régime est née la taxe professionnelle synthétique. L'institution de cette nouvelle taxe s'inscrit dans le cadre de la réforme de l'imposition des micros et petites entreprises, envisagée depuis 2010 par la Direction Générale des Impôts et des Domaines, et réalisée aujourd'hui avec l'appui du Groupe Banque Mondiale.

Le nouveau régime doit se substituer à celui existant, organisé par le Code Général des Impôts en ses articles 195 à 207 d'une part et 1084-9 à 1084-16 d'autre part. Dans ces conditions, les anciennes dispositions doivent être supprimées et laisser place aux nouvelles, relatives à la taxe professionnelle synthétique. Quant à la patente, ces dispositions non conformes à la taxe professionnelle synthétique sont supprimées et, celles relatives à la taxe foncière unique sont modifiées et transférées sous le nouveau

chapitre III bis, créé sous le titre premier de la seconde partie du Code Général des Impôts.

Par ailleurs, au sein du bloc d'articles à supprimer, se trouve l'article 198 relatif à la commission des impôts compétente pour connaître des désaccords entre l'Administration fiscale et le contribuable sur l'assiette de l'impôt, et émettre un avis motivé dans le cadre de la procédure de redressement contradictoire prévue aux articles 1085 bis et 1085 ter du CGI. Aussi, convient-il de créer un nouvel article pour en prendre le contenu.

En outre, il paraît nécessaire dans ce contexte de réforme, d'instituer à l'article 236 du CGI un certificat d'assujettissement à la TVA pour renforcer la lutte contre la fraude fiscale et empêcher les contribuables non détenteurs dudit certificat de facturer cette taxe.

Enfin, pour mieux maîtriser le nombre de contribuables qui facturent la TVA, les articles 223 nouveau et 268 ter du Code Général des Impôts sont respectivement modifié et supprimé en vue de mettre fin à la possibilité d'option, pour les contribuables dont le chiffre d'affaires annuel n'atteint pas le seuil de cinquante millions (50 000 000) de francs CFA.

- ***Modification de l'article 163 du CGI en vue de renforcer l'obligation de déclaration des sommes versées à des tiers par les contribuables relevant de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés***

Le système fiscal béninois étant déclaratif, le recoupement et le contrôle des déclarations souscrites par les contribuables participent des moyens mis en œuvre par l'Administration fiscale pour s'assurer de la sincérité desdites déclarations.

Au titre des informations fournies, figure le montant des versements effectués par les entreprises, au cours d'une année donnée, à des tiers ne faisant pas partie de leur personnel.

Si cette information donne des indices sur le revenu des tiers, elle n'assure pas un parfait contrôle, sans recherches ou autres diligences de la part des agents de l'Administration des Impôts. Il y a donc lieu de reformuler les dispositions de l'article 163 du CGI en vue de renforcer l'obligation de déclaration des sommes versées à des tiers.

Par ailleurs, pour la célérité dans la constitution de bases de données, les informations de cette déclaration, déjà saisies par les entreprises, pourraient être communiquées par voie électronique à l'Administration. Une obligation de cet ordre sera insérée au quatrième paragraphe de l'article 163.

La présente mesure a pour but de reformuler les dispositions de l'article 163 du CGI en vue de renforcer l'obligation de déclaration des sommes versées à des tiers.

- ***Modification de l'article 173 du CGI en vue d'y insérer la procédure de validation de l'AIB payé en régime intérieur***

La rédaction de l'article 173 du CGI (ordonnance n° 2014-01 du 02 janvier 2014 portant loi de finances pour la gestion 2014) n'a pas pris en compte au point 4, les AIB payés en régime intérieur pour la procédure de validation. Au même moment, les sanctions prévues à l'article 1096 quater du CGI concernent les deux types d'AIB.

La présente mesure vise à corriger cette omission.

- ***Modification de l'article 224 nouveau du CGI pour exonérer de la Taxe sur la Valeur Ajoutée les dispositifs photosensibles y compris les cellules photovoltaïques même assemblées en module ou constituées en panneaux diode émettrices de lumière***

Pour faciliter l'accès à l'énergie renouvelable aux populations et aux entreprises, le TEC UEMOA exonère de droits et taxes de douane les dispositifs photosensibles y compris les cellules photovoltaïques même assemblées en module ou constituées en panneaux diode émettrices de lumière inscrits à la position tarifaire 8541400000.

Face à la crise énergétique persistante, et en attendant que les mesures prises par l'Etat ne produisent leurs effets, il convient de soutenir cette politique communautaire qui promeut l'énergie renouvelable en vue de préserver l'environnement.

Ainsi, il est proposé que ces matériels soient exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée.

- ***Modification de l'article 236 du CGI en vue de corriger une omission dans la formulation de cet article***

Le point b de l'article 236 du CGI a été modifié par l'ordonnance n° 2014-01 du 02 janvier 2014 portant loi de finances pour la gestion 2014 pour fixer la date limite de déduction des TVA omises au 30 avril de l'année suivant celle du paiement des TVA en amont.

Cette modification opérée dans ladite ordonnance a touché les deux premiers alinéas du point b de cet article sans aucune mention du maintien du dernier alinéa de ce point qui est resté sans changement. C'est pour éviter toute interprétation visant à considérer ce dernier alinéa comme supprimé, qu'il est proposé de préciser à la suite des deux premiers alinéas, la mention « le reste sans changement ».

- ***Modification de l'article 238 nouveau du CGI en vue d'améliorer les règles de calcul du prorata de déduction de la Taxe sur la Valeur Ajoutée***

Les dispositions relatives au calcul du prorata et contenues dans l'article 238 nouveau du CGI sont complétées par les commentaires du document « ce que vous devez savoir sur la TVA » insuffisamment connu de tout le personnel de l'Administration fiscale et des contribuables. Il en est ainsi :

- de la règle de l'arrondi (le prorata calculé est arrondi à l'unité supérieure) ;
- des données qui ne figurent ni au numérateur ni au dénominateur de la fraction ;
- des règles d'utilisation.

La présente modification intervient pour prendre en compte ces importantes règles, les rendre plus facile d'accès, uniformiser leur application et fixer la date limite de régularisation du prorata définitif au 30 avril de l'exercice suivant celui au titre duquel le prorata est appliqué.

- ***Modification de l'article 245 nouveau du Code Général des Impôts en vue de déroger à l'exigence de domiciliation des recettes d'exportation dans une banque, comme une des conditions de remboursement de la Taxe sur la Valeur Ajoutée pour les exportations vers les Etats de la CEDEAO qui utilisent une monnaie autre que le franc CFA.***

Dans le souci d'assurer une meilleure traçabilité des exportations et de sécuriser un peu plus le remboursement des crédits de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), les dispositions de l'article 245 nouveau du Code Général des Impôts ont été modifiées par la loi n° 2012-42 du 28 décembre 2012 portant loi de finances pour la gestion 2013, en vue de faire de la domiciliation des recettes d'exportation dans une banque, une des conditions de remboursement de la TVA.

Mais, dans sa mise en œuvre, cette nouvelle condition de remboursement s'est révélée très difficile à respecter en ce qui concerne les exportations du Bénin vers les pays membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui ont une monnaie autre que le franc CFA.

En effet, les difficultés que rencontre l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO) pour réguler correctement la question des compensations liées à l'utilisation des monnaies nationales dans les transactions commerciales et non commerciales dans la sous-région

Ouest Africaine, ne permettent pas de garantir un rapatriement des recettes d'exportation par l'intermédiaire des banques.

Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2013, les industries béninoises, notamment les huileries et cimenteries qui exportent une part importante de leur production vers le Nigéria n'ont pas été en mesure de domicilier leurs recettes d'exportation dans une banque, malgré leur volonté de se conformer à cette nouvelle condition de remboursement des crédits de TVA, parce que les banques ne peuvent pas effectuer le rapatriement des sommes correspondantes aux exportations réalisées à destination de ce pays.

Par conséquent, en attendant de créer les conditions de rapatriement des recettes des exportations réalisées vers les Etats de la CEDEAO non membres de l'UEMOA, il conviendrait de ne pas exiger pour le remboursement du crédit de TVA lié auxdites exportations, la présentation des titres d'exportation dûment signés par une banque domiciliataire et un bureau de douane, afin de permettre aux industries béninoises et autres exportateurs de continuer leurs activités.

- ***Modification de l'article 293-2 du CGI pour offrir le même traitement aux clients des systèmes financiers décentralisés quelle que soit leur forme juridique.***

L'article 118 de la loi n° 2012-14 du 21 mars 2012 portant réglementation des systèmes financiers décentralisés en République du Bénin accorde des incitations fiscales aux seules institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit, en les exonérant de tout impôt direct ou indirect, taxe ou droit afférents à leurs opérations de collecte de l'épargne et de distribution du crédit. Cette loi ne prévoit aucune incitation fiscale pour les sociétés ayant le statut de système financier décentralisé (SFD).

A l'examen des conclusions et recommandations de l'étude réalisée par le Cabinet PLURIEX sur les mesures fiscales adaptées au secteur de la micro finance au Bénin pour le compte du Ministère en charge de la Micro finance, et transmises au Ministre de l'Economie, des Finances et des Programmes de Dénationalisation, il est apparu que, s'il est juste que les sociétés ayant le statut de SFD et leurs actionnaires ne soient pas exonérés de l'Impôt sur le revenu, il n'est pas normale qu'une fiscalité indirecte grève leurs prestations à la clientèle, qui ne sont différentes en rien de celles des institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit dont la clientèle ne supporte aucun impôt indirect notamment la taxes sur les activités financières (TAF).

Cette situation ne peut que créer un déséquilibre du secteur et une concurrence déloyale dont les conséquences pourraient conduire à moyen terme à la cessation d'activités par ces sociétés et à la perte des impôts sur revenu actuellement versés par elles.

C'est pour éviter une telle situation qu'il convient, à défaut de supprimer entièrement cette concurrence déloyale, de la réduire.

A cet effet, il est proposé d'exonérer les sociétés ayant le statut de système financier décentralisé (SFD) de la taxe sur les activités financières (TAF), afin d'offrir le même traitement à tous les clients des SFD quelle que soit la forme juridique de ces derniers.

Par ailleurs, l'expression « structures financières décentralisées » utilisée dans le point 8 de l'article est remplacée par « systèmes financiers décentralisés ».

- ***Modification de l'article 389 du CGI pour l'enregistrement gratuit d'une part, des décisions de justice rendues en faveur de l'Etat et ses démembrements afin d'en accélérer l'exécution, et d'autre part, des décisions de justice rendues aux dépens de l'Etat et de ses démembrements pour permettre à la partie gagnante d'en exiger l'exécution.***

L'alinéa 1^{er} du paragraphe 2 de l'article 389 du Code Général des Impôts (CGI) prévoit que les parties non condamnées aux dépens peuvent procéder à la formalité de l'enregistrement de la décision de justice moyennant le paiement d'un droit fixe de dix mille (10 000) francs CFA, lorsque le jugement ou l'arrêt alloue une indemnité, une pension, une rente ou des dommages-intérêts en matière d'accidents.

Afin de permettre à l'Etat et ses démembrements de mettre en œuvre les dispositions rappelées ci-dessus pour accélérer l'exécution des décisions qui leur sont favorables, lorsque les parties condamnées aux dépens, qui au regard des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1^{er} de l'article 389 du CGI sont seules débitrices de l'impôt, ne procèdent pas à la formalité de l'enregistrement, il est proposé de modifier ledit article, afin que l'Etat et ses démembrements procèdent à l'enregistrement « gratuit » des décisions de justice qui leurs sont favorables.

Aussi, est-il proposé que les dispositions du même article soient modifiées par parallélisme, pour permettre aux parties gagnantes lorsque l'Etat et ses démembrements sont condamnés aux dépens, de procéder à l'enregistrement « gratuit » de la décision de justice.

- ***Modification de l'article 770 du CGI afin d'instituer l'obligation de présenter la quittance de paiement de la Taxe Unique sur les Transports Routiers (TUTR) lors de la visite technique.***

La Taxe Unique sur les Transports Routiers (TUTR) a été instituée en 1998 et depuis lors, l'Administration des Impôts éprouve assez de difficultés pour optimiser son rendement. En dépit des nombreux contrôles organisés par les services fiscaux sur toute l'étendue du territoire national, bon nombre de transporteurs s'organisent toujours pour échapper à cet impôt.

La modification a pour but de rendre obligatoire le paiement de la TUTR de l'année en cours avant la visite technique des véhicules de transport public des personnes et des marchandises et d'exiger la présentation de la quittance de paiement y relative aux agents en charge de la visite technique.

- ***Création de l'article 1018 bis et modification de l'article 1020 du CGI en vue d'instituer l'obligation de pose d'enseignes commerciales***

Dans le but de lutter contre la fraude fiscale due, entre autres, à la mobilité des contribuables, il est envisagé par la présente d'insérer comme mesure dans le CGI, une disposition obligeant les entreprises à la pose d'une enseigne commerciale sur leurs magasins, bureaux et autres locaux.

Cette obligation a déjà fait l'objet de l'arrêté n° 120/MCATOD-CAB/DCI du 19 mars 1991 initié par le ministère en charge du Commerce, mais son application n'est pas encore effective du côté de l'Administration fiscale. D'où la nécessité de l'insertion de la mesure au CGI. Tout manquement à cette prescription fera l'objet de sanction.

A cet effet, l'article 1018 bis du CGI est créé et l'article 1020 du même code est modifié.

- ***Création du régime fiscal des micros et petites entreprises en vue d'insérer au livre premier du Code Général des Impôts une troisième partie intitulée « Impôts et taxes perçus au profit des budgets de l'Etat et des collectivités territoriales » à travers les articles 1084-18 à 1084-48.***

Courant 2010, un groupe de travail a été mis en place à la Direction Générale des Impôts et des Domaines pour réfléchir sur un nouveau système d'imposition des micros et petites entreprises (MPE) basé sur le chiffre d'affaires, élément caractéristique universel de toute activité lucrative. Cette option vise à corriger le système d'imposition actuel des micros et petites entreprises fondé sur la valeur locative dans les zones RFU et sur le bénéfice

forfaitaire dans les autres localités. En effet, ce système ne permet pas à l'Administration fiscale d'appréhender le chiffre d'affaires en vue d'une imposition qui respecte l'équité et la justice fiscales.

Ce nouveau régime s'appliquera notamment au nouveau statut de l'entrepreneur qui est un projet pilote soutenu par le Groupe Banque Mondiale (GBM).

En effet, dans le cadre de la mise en œuvre du statut de l'entrepreneur, une mission du GBM a séjourné à Cotonou du 03 au 07 juin 2013 en vue d'identifier et de mettre en œuvre les mesures incitatives pour attirer les acteurs économiques du secteur informel vers ce nouveau régime de l'entrepreneur. Au nombre de ces mesures figurent la simplification des procédures d'imposition des MPE et l'institution d'une structure qui devra jouer le rôle de médiateur entre l'Administration fiscale et les entrepreneurs.

Les conclusions du rapport de fin de mission ont confirmé que le régime fiscal actuel des micros et petites entreprises ne convenait pas à une mise en œuvre satisfaisante du statut de l'entrepreneur et que la Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID) l'ayant perçu très tôt avait pris elle-même depuis 2010 l'initiative d'une réforme du régime fiscal des MPE.

Fort de ce constat, le GBM a proposé une assistance technique spécifique visant à réviser le régime fiscal des MPE. Cette proposition ayant été acceptée par le gouvernement et la DGID, des experts consultants en fiscalité ont été recrutés.

Les travaux effectués par les consultants ont été sanctionnés par des rapports transmis à la DGID pour exploitation. Ces rapports ont fait l'objet d'examen minutieux de la part d'un comité technique en collaboration avec le comité de réflexion de la DGID au cours de plusieurs séances de travail.

Par ailleurs, une large concertation a été organisée avec les acteurs socio - professionnels concernés par la réforme, dont, des représentants de la Confédération Nationale des Artisans du Bénin (CNAB), des représentants de la Société de Gestion des Marchés Autonomes (SOGEMA), des promoteurs bénéficiaires du Fonds National de la Promotion de l'Entreprise et l'Emploi des Jeunes (FNPEEJ) et l'Association Nationale des Communes du Bénin (ANCB).

Au total, les travaux ont été menés dans le sens de mettre en place une réforme des micros et petites entreprises dont les caractéristiques sont, entre autres :

- **la simplicité**

Le nouveau régime est facilement compréhensible des micros et petits entrepreneurs ; la définition des petites entreprises étant basée sur un critère unique : le chiffre d'affaires. Un seuil de TVA devra s'appliquer, à la fois pour l'assujettissement à la TVA et au régime réel de l'impôt sur le revenu. Le projet est également compatible avec les pratiques comptables des petits entrepreneurs, notamment la tenue d'une comptabilité de caisse (recettes-dépenses).

En ce qui concerne le traitement des sociétés, tirant leçon des expériences antérieures, l'Administration fiscale a estimé que la forme sociale n'est presque plus le signe d'une activité importante. Il est donc désuet d'introduire une discrimination du régime fiscal en fonction de la forme sociale.

- **la facilité d'administration**

Le nouveau régime permettra une gestion efficace à un coût raisonnable, puisqu'il est fondé sur le principe de la déclaration et du paiement spontanés. A cet effet, il est prévu des campagnes d'information, d'éducation et de communication (IEC) par secteur d'activités pour assurer une meilleure compréhension des dispositions retenues par les micros et petits entrepreneurs.

Sur le plan du contrôle fiscal, la vérification la plus importante sera celle du chiffre d'affaires. Elle est basée sur des recoupements.

- **l'élargissement de l'assiette fiscale**

L'objectif poursuivi à travers la mise en œuvre de la réforme des MPE est l'élargissement de l'assiette. S'il est vrai que l'objectif de recettes représente une considération importante, il est aussi essentiel de souligner qu'en ce qui concerne la fiscalité des MPE, les enjeux de recettes sont limités, en particulier en ce qui concerne le budget de l'Etat (environ 1% des recettes annuelles de la DGID), alors que ces enjeux sont relativement plus importants pour les collectivités décentralisées, auxquelles revient une partie des recettes des impôts des micros et petites entreprises.

Au regard de la forte prévalence du secteur informel, l'adoption de ce régime couplé avec la mise en œuvre du statut de l'entrepreneur créé par l'Acte Uniforme OHADA relatif au Droit Commercial Général révisé le 15 décembre 2010, va promouvoir la migration de l'informel vers le formel. La réforme du régime fiscal des MPE s'inscrit dans le même objectif de formalisation de l'économie et de promotion du civisme fiscal.

Des différentes propositions formulées, en ce qui concerne l'appellation de l'impôt synthétique à prélever chez les micros et petites entreprises, il a été retenu que cet impôt porte le nom de taxe professionnelle synthétique (TPS).

Deux taux sont retenus :

- 1,25 % pour les entreprises de négoce ;
- 2% pour les autres entreprises.

La différenciation ainsi envisagée vise à tenir compte du fait que, les marges dans le secteur des négoce, sont généralement plus faibles que dans les autres secteurs.

La taxe sera prélevée sur les micros entreprises au moyen de vignettes de diverses couleurs définies selon des tranches de chiffres d'affaires. En ce qui concerne les petites entreprises, les taux sont applicables directement aux chiffres d'affaires.

C'est dans ce contexte qu'est envisagée la réforme du régime fiscal des micros et petites entreprises.

- ***Institution de l'article 1085-A2 en vue d'y reporter les dispositions de l'article 198 du CGI supprimé à la faveur de l'introduction dans le système fiscal du Bénin du régime fiscal des micros et petites entreprises***

La commission des impôts a été instituée en 2011 à l'article 198 du Code Général des Impôts. Malheureusement cet article est supprimé à la faveur de l'introduction dans le système fiscal du Bénin du régime fiscal des micros et petites entreprises.

Aussi, convient-il de reporter ces dispositions sous le titre unique, chapitre unique section première bis et l'article 1085-A2 nouvellement institué. De plus, certains articles du présent Code renvoient aux dispositions de l'article 198 supprimé. Il convient également de les corriger.

- ***Modification de l'article 1091 du CGI pour étendre à tous les documents susceptibles d'être délivrés par l'Administration, le principe selon lequel lesdits documents ne peuvent être délivrés à chaque contribuable que pour sa cotisation propre.***

En vertu du secret professionnel, les différents actes, certificats ou attestations délivrés par l'Administration fiscale en tenant compte intimement de la situation fiscale personnelle d'un contribuable, ne peuvent être portés à la connaissance ni remis à un tiers autre que le contribuable concerné. C'est dans cet esprit que l'article 1091 du CGI dispose que les

contribuables ne sont autorisés à se faire délivrer que des extraits des rôles des impôts et taxes visés par le livre premier du CGI qu'en ce qui concerne leur propre cotisation.

Or, les extraits des rôles des impôts et taxes ne constituent pas les seuls documents délivrés aux contribuables par l'Administration fiscale et qui sont relatifs à leur propre cotisation. Il existe aussi certains documents qui, en raison de leurs caractères, peuvent être assimilés aux extraits des rôles des impôts et taxes. Il s'agit du quitus fiscal, de l'attestation fiscale, de l'attestation de domiciliation fiscale, du certificat d'imposition ou de non-imposition.

La présente modification a pour but de reformuler l'article 1091 du CGI.

- ***Modification de l'article 1096 ter du CGI en vue d'instituer une amende en cas de réduction ou d'annulation de crédit de Taxe sur la Valeur Ajoutée***

Les statistiques obtenues dans les Centres des Impôts des Moyennes Entreprises (CIME) en 2012 et 2013 indiquent que 60% des contribuables déclarent un crédit de TVA. Le montant cumulé des crédits s'élève, pour la période considérée, à 37 milliards de francs CFA.

Afin de renforcer la lutte contre les déclarations de crédits fictifs et d'éviter la rétention de la TVA collectée, il importe que les redressements qui aboutissent à une réduction des crédits déclarés soient assortis d'une amende.

La présente modification a pour but d'instituer une amende en cas de réduction ou d'annulation de crédit de Taxe sur la Valeur Ajoutée.

- ***Modification de l'article 1096 quater du CGI en vue de renforcer l'amende fiscale sanctionnant respectivement le retard dans l'envoi des documents visés au paragraphe 3 de l'article 34 du CGI ainsi que le non respect de l'obligation de communication des renseignements énumérés au point 3.a du même article***

Les dispositions de l'article 1096 quater points e et f sanctionnent respectivement le retard dans l'envoi des documents visés au paragraphe 3 de l'article 34 du CGI par une amende fiscale de 100 000 francs CFA ainsi que le non-respect de l'obligation de communication des renseignements énumérés au point 3.a du même article.

La communication de renseignements inexacts ou insuffisants est également sanctionnée par une amende fiscale de 500 000 francs CFA.

Les amendes fiscales ainsi instituées n'ont pas permis d'assurer la justice fiscale et d'éviter la fraude massive.

La présente modification vise à corriger ces insuffisances.

- ***Modification d'une part, des articles 1114 nouveau, 1085 bis et 1085-A du CGI en vue de réunir dans le CGI toutes les dispositions qui traitent de la transaction pour tous les impôts et taxes, de fixer les conditions pour bénéficier de la transaction, d'en simplifier la procédure et d'autre part, l'article 1085-A alinéa 6 pour supprimer les conditions relatives au délai de réponse de l'Administration***

L'article 1114 nouveau du CGI manque dans son libellé actuel de précisions en ce qui concerne l'étape d'ouverture de la procédure transactionnelle.

Dans la pratique, le contribuable ne commence par être mieux situé par rapport au rappel d'impôt à mettre à sa charge qu'à partir de la confirmation de redressements.

La présente modification vise à se conformer à cette pratique en retenant comme étape d'ouverture de la procédure transactionnelle la confirmation de redressements. Ainsi, la possibilité pour le contribuable de solliciter la transaction des pénalités et amendes fiscales doit être indiquée dans la confirmation de redressements.

Par ailleurs, dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires, il convient de supprimer l'alinéa 6 de l'article 1085-A qui fixe les conditions relatives au délai de réponse de l'Administration.

- ***Modification de l'article 1165 alinéa 10 du CGI en vue de réduire de 50% à 25% du montant total de la somme contestée, la caution à constituer pour surseoir à toute poursuite de la part du Receveur des Impôts.***

L'alinéa 10 de l'article 1165 nouveau du Code Général des Impôts (CGI) qui fixe les conditions de sursis aux poursuites en recouvrement des impôts, taxes assimilées et amendes dans une procédure contentieuse, a été modifié par la loi n° 2006-24 du 28 décembre 2006 portant loi de finances pour la gestion 2007, pour offrir au contribuable qui conteste le bien-fondé des poursuites, de choisir entre le versement au Trésor Public d'un cautionnement égal au montant de l'imposition contestée et une caution bancaire.

Aussi, prenant en compte la préoccupation du secteur privé selon laquelle, le montant du cautionnement égal à celui de l'impôt contesté est contraignant et dissuasif pour la plupart des entreprises qui n'arrivent pas à le constituer, la loi n° 2008-9 du 02 janvier 2009

portant loi de finances pour la gestion 2009 a-t-elle réduit le montant de la caution à la moitié de l'imposition contestée.

Malgré ces avancées notables très encourageantes, le secteur privé sollicite encore une réduction du montant de la caution au motif que de plus en plus, les montants des redressements objets de contentieux s'expriment en termes de milliards et que le maintien du montant du cautionnement à la moitié du montant contesté n'incite pas les entreprises à aller en contentieux.

C'est pour prendre en compte cette préoccupation du secteur privé qu'il est proposé au regard des pratiques en vigueur dans bon nombre de pays de la sous-région Ouest-Africaine (Côte d'Ivoire, Sénégal), en matière de traitement du contentieux, d'alléger les conditions d'octroi du sursis à paiement par la modification des dispositions du Code Général des Impôts.

Les mesures proposées par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité publique

- ***Budgétisation des fonds générés par les services intermédiaires de tous ministères et institutions de l'Etat***

La rétention par les services non autorisés des recettes collectées, réduit les moyens financiers de l'Etat et limite, par conséquent, la mise en œuvre de la politique économique et sociale du Gouvernement.

Pour y remédier les dispositions légales suivantes avaient été prises :

- la loi n°94-020 du 16 décembre 1994, portant loi de finances pour la gestion 1995, dispose en son article 4 : « Hormis les administrations des Douanes, des Impôts et du Trésor Public, les services administratifs qui effectuent des recettes à quelque titre que ce soit, ne peuvent prétendre au droit de consommation des crédits de matériel inscrits sur leur ligne budgétaire qu'une fois justifié, le reversement au Trésor Public de la totalité des recettes encaissées » ;
- la loi n°2006-24 du 28 décembre 2006 portant loi de finances pour la gestion 2007, dispose en son article 16 : « Pour compter du 1^{er} janvier 2007, le recouvrement des recettes non fiscales du Budget Général de l'Etat et des autres comptes des services publics, se fera sur délivrance de quittances ou valeurs émises par le Trésor Public » ;

- la loi n°2012-42 du 28 décembre 2012 portant loi de finances pour la gestion 2013, quant à elle, dispose en son article 9 : « Pour compter du 1^{er} janvier 2013, il est institué au sein des ministères et institutions de l'Etat, des régies de recettes dans le cadre de la perception des divers droits, frais et redevances par les services intermédiaires de recettes » ;
- le Conseil des Ministres, en sa séance du mercredi 29 septembre 2010 a instruit tous les Ministres aux fins de faire recenser les différentes natures de recettes collectées par les structures administratives et techniques de leurs départements respectifs en échange ou non de prestations fournies (Cf. extrait relevé n° 36 des décisions prises par le Conseil des Ministres en date du 20 décembre 2010).

Aussi, la Chambre des Comptes de la Cour Suprême a-t-elle plusieurs fois recommandé, dans ses rapports sur l'exécution de la loi de finances, lors de l'examen des différents projets de loi de règlement que le Trésor Public veille au reversement intégral des recettes collectées par les services administratifs et techniques des ministères et institutions de l'Etat.

Enfin, en vertu des règles de la comptabilité publique et notamment du principe de l'unité de caisse, les recettes des Administrations publiques doivent être versées dans une même caisse et comptabilisées dans un seul compte financier.

Autres mesures proposées par les ministères sectoriels

- ***Création de la contribution des usagers du secteur forestier à l'effort de reboisement en vue de doter le Fonds National de Reboisement de ressources***

Dans le cadre de la mobilisation de ressources durables pour le financement de la politique gouvernementale de reboisement visant à inverser la tendance de dégradation accélérée des forêts du Bénin, le Directeur Général des Forêts et des Ressources Naturelles a, après concertation avec les acteurs du secteur forestier, créé par note de service n° 069/DGFRN/DCFRN/DSI/SAFPN/SA du 12 juin 2012 la contribution des acteurs du secteur forestier à l'effort national de reboisement, d'un montant de deux cent cinquante mille (250 000) francs CFA, versé dans le compte du Fonds National de Reboisement ouvert dans les livres du Trésor.

Cette note de service ayant été déclarée non conforme à la constitution par la décision n°DCC 13-35 du 17 novembre 2013 de la Cour Constitutionnelle, aux motifs qu'en vertu des articles 96 et 98 alinéa 1^{er}, 7^{ème} tiret, les règles concernant l'assiette, le taux et les modalités de recouvrement des impositions de toute nature sont du domaine de la loi.

Par conséquent, il est proposé de se conformer aux exigences constitutionnelles en insérant dans un article de la loi de finances pour la gestion 2015, la création de la contribution des usagers du secteur des forêts à l'effort national de reboisement d'un montant de deux cent cinquante mille (250 000) francs CFA destinée à alimenter le Fonds National de Reboisement.

- ***Correction des fourchettes des indemnités des maires, de leurs adjoints et des conseillers communaux en vue de fixer le montant desdites indemnités sur la base des recettes budgétaires réalisées et non sur les recettes budgétaires prévisionnelles***

La loi n° 2004-28 du 31 décembre 2004 portant loi de finances pour la gestion 2005 a offert aux élus locaux de larges marges de manœuvres notamment la possibilité de prendre en compte dans le calcul de leurs indemnités, le montant global des prévisions budgétaires et par conséquent le montant des budgets de fonctionnement et d'investissement de leurs communes respectives.

Depuis lors, le manque de sincérité dont est entouré le processus d'élaboration du budget a eu pour conséquence la surestimation des prévisions budgétaires avec pour corollaire l'affectation exagérée des ressources aux dépenses de fonctionnement au détriment des dépenses d'investissement, le faible taux d'exécution des budgets eu égard à l'augmentation croissante, sans commune mesure, des charges de fonctionnement qui représentent une part prépondérante des dépenses effectuées.

Par ailleurs, plus de 60 milliards de francs CFA ont été transférés aux communes entre 2008 et 2012. De même, un accroissement concomitant du montant des indemnités de fonction et de session effectivement payées, les premières aux maires et à leurs adjoints et les secondes aux conseillers communaux nonobstant le faible taux d'exécution du budget communal.

Face à cette situation qui compromet dangereusement l'atteinte des objectifs de développement local fixés, il s'avère indispensable dans l'intérêt des collectivités locales de :

- réviser ce mode actuel de calcul qui expose les autorités locales élues au moindre effort de recouvrement ;
- indexer dorénavant le taux des indemnités et avantages dus aux élus locaux au montant des recettes effectivement recouvrées par la commune au cours de l'année antérieure tel qu'il figure au compte administratif de l'année N-1.

Les mesures proposées pour être introduites en 2015 dans le cadre de la mise en œuvre de la loi organique n°2013-14 du 27 septembre 2013 relative aux Lois de Finances

- ***Disposition relative aux recouvrements de recettes au profit des Collectivités Locales***

La contribution de l'Etat au renforcement de la situation financière des collectivités locales et de certains organismes publics passe aussi par le recouvrement à leur profit de droits et taxes institués par le législateur pour l'alimentation de leurs budgets.

L'introduction dans la loi de finances de la disposition relative à l'évaluation des recouvrements de recettes au profit des collectivités locales et d'autres organismes publics permet de mieux cerner le périmètre des recettes destinées auxdites entités mais aussi et surtout d'appréhender globalement les relations financières entre l'Etat et les autres organismes publics.

- ***Disposition relative à la confirmation des affectations constatées au profit des budgets annexes et des comptes spéciaux du trésor existants***

L'alinéa 3 de l'article 37 de la loi organique n°2013-14 du 27 septembre 2013 relative aux lois de finances prévoit que "la création ou la suppression d'un budget annexe ainsi que l'affectation d'une recette à un budget annexe sont décidées par une loi de finances".

L'article 39 de la même LOLF en son dernier alinéa dispose que "l'affectation d'une recette à un compte spécial ne peut résulter que d'une disposition de la loi de finances de l'année ou d'une loi de finances rectificative".

- ***Disposition relative aux modalités pratiques de perception et de répartition des ressources affectées***

L'aliéna 1^{er} de l'article 41 de la nouvelle LOLF prévoit que "les comptes d'affectation spéciale" retracent des opérations qui, par suite d'une disposition de loi de finances prise sur l'initiative du Gouvernement, sont financées au moyens de ressources particulières.

- ***Disposition relative aux dérogations accordées par la loi à certains comptes d'affectation spéciale***

Dans le cadre du respect des dispositions de l'alinéa 2 de l'article 40 de la LOLF, il est proposé une nouvelle disposition dans la loi de finances pour régulariser la pratique en matière d'imputation des dépenses de personnel sur les comptes d'affectation spéciale.

- ***Disposition relative aux recouvrements de recettes au profit des Institutions Communautaires (UEMOA et CEDEAO)***

Les recouvrements de recettes au profit de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), réalisés chaque année à travers les états de recouvrements des recettes douanières par droits et taxes, ne sont pas inscrits dans les prévisions brutes de l'Administration douanière mais participent aux performances de la douane sans qu'ils ne financent les besoins du budget de l'Etat.

Au regard de la nouvelle dimension de la loi de finances qui, non seulement a pour périmètre, le secteur de "l'Administration Publique" mais, ambitionne également de retracer toutes les relations financières entre l'Etat et les autres organismes, il est indiqué que ces ressources soient évaluées pour cerner au mieux toutes les recettes enregistrées par les régies.

- ***Disposition relative à l'équilibre budgétaire***

L'article 48 de la LOLF prévoit un certain nombre de dispositions relatives à l'équilibre budgétaire et financier. La première partie du tableau d'équilibre de la loi de finances fait ressortir le solde budgétaire global et celui de base (UEMOA) tel que prévu par le même article 48 de la loi organique n°2013-14 du 27 septembre 2013 relative aux lois de finances.

De plus, la présentation du tableau d'équilibre prend en compte l'inscription des montants des prélèvements sur recettes au profit des collectivités locales et des institutions communautaires. Ce choix de présentation permet d'apprécier l'effort global de collecte de recettes par les régies et les produits de recettes affectées à l'Etat pour les interventions publiques de ministères et institutions constitutionnelles.

Pour éviter une double comptabilisation des ressources affectées, le tableau présente une déduction de leur montant des recettes brutes des régies financières.

- ***Disposition relative à l'approbation du tableau de financement***

La deuxième partie du tableau d'équilibre de la loi de finances correspond au tableau de financement (article 48 de la LOLF) présenté dans un format qui vise à distinguer au sein du besoin de financement, la part qui a un impact en trésorerie (déficit budgétaire) et celle qui n'a pas d'impact en trésorerie et n'a donc pas vocation à accroître le besoin de financement de l'Etat.

Le deuxième tableau qui fait partie intégrante du tableau d'équilibre de la loi de finances présente donc les évaluations du besoin de financement de l'Etat et précise les ressources qui seront mobilisées pour en assurer la couverture.

- ***Disposition relative à la fixation des plafonds d'autorisations d'emplois rémunérés par l'Etat***

Conformément à l'article 48 de la LOLF, cette nouvelle disposition vise à fixer le plafond autorisé des emplois pour 2015. La fonction publique béninoise étant une fonction publique de carrière et non d'emploi, ce plafond est exprimé en équivalent temps plein (ETP) mais avec une quotité de travail égale à 100%.

Le salaire mensuel n'étant pas calculé sur la base du temps effectif de travail, l'ETP est un concept budgétaire et correspond à l'unité utile pour calculer l'impact financier de la variation des effectifs. C'est également l'unité d'expression du plafond d'emploi autorisé.

- ***Disposition relative aux moyens des politiques publiques***

La LOLF dispose en son article 48 "la loi de finances de l'année fixe, pour le budget général, par programme et par dotation, le montant des crédits de paiement et, le cas échéant, des autorisations d'engagement". En attendant l'adoption de la nouvelle nomenclature budgétaire de l'Etat qui définira les programmes, cette disposition continuera de présenter les moyens des services et non ceux des politiques publiques.

Cet exposé des motifs est valable pour la présentation des crédits budgétaires du budget annexe du Fonds National des Retraites du Bénin (FNRB), du budget du Fonds Routier (FR) et des Comptes Spéciaux du Trésor (CST).

- ***Disposition relative à la détermination par ministère et par budget annexe des plafonds d'autorisations d'emplois***

Conformément aux dispositions de l'article 48 de la LOLF, la loi de finances de l'année présente dans sa deuxième partie, les plafonds des autorisations d'emplois rémunérés par l'Etat par ministère et par budget annexe.

Mesures proposées pour la correction des fourchettes des indemnités des maires, de leurs adjoints et des conseillers communaux

La loi n° 2004-28 du 31 décembre 2004 portant loi de finances pour la gestion 2005 a offert aux élus locaux de larges marges de manœuvres notamment la possibilité de prendre en compte dans le calcul de leurs indemnités, le montant global des prévisions budgétaires et par conséquent le montant des budgets de fonctionnement et d'investissement de leurs communes respectives.

Depuis lors le manque de sincérité dont est entouré le processus d'élaboration du budget a eu pour conséquence la surestimation des prévisions budgétaires avec pour corollaire l'affectation exagérée des ressources aux dépenses de fonctionnement au détriment des dépenses d'investissement, le faible taux d'exécution des budgets eu égard à l'augmentation croissante, sans commune mesure, des charges de fonctionnement qui représentent une part prépondérante des dépenses effectuées.

Par ailleurs plus de 60 milliards de FCFA ont été transférés aux communes entre 2008 et 2012. De même un accroissement concomitant du montant des indemnités de fonction et de session effectivement payées, les premières aux maires et à leurs adjoints et les secondes aux conseillers communaux nonobstant le faible taux d'exécution du budget communal.

Face à cette situation qui compromet dangereusement l'atteinte des objectifs de développement local fixé, il s'avère indispensable dans l'intérêt des collectivités locales de :

- réviser ce mode actuel de calcul qui expose les autorités locales élues au moindre effort de recouvrement ;
- indexer dorénavant le taux des indemnités et avantages dus aux élus locaux au montant des recettes effectivement recouvrées par la commune au cours de l'année antérieure tel qu'il figure au compte administratif de l'année N-1.

2 GRANDES MASSES DU BUDGET POUR LA GESTION 2015

La politique budgétaire pour l'année 2015 s'inscrit dans la vision du Gouvernement de mobiliser les ressources et d'engager des dépenses budgétaires nécessaires à la réalisation de l'objectif de croissance soutenue de l'économie nationale. Elle s'inscrit également dans la mise en œuvre de la Loi organique n°2013-14 du 27 septembre 2013 relative aux Lois de finances.

En conséquence, le total des opérations budgétaires au titre du Budget 2015 tablent sur 1033,04 milliards FCFA, en hausse de 6,4% par rapport au Budget 2014. Cette hausse des opérations budgétaires serait tirée essentiellement par les recettes des régies et les fonds de concours et recettes assimilées.

La répartition des prévisions de recettes en 2015 par Administration Financière se présente comme suit :

- les Douanes : 420,05 milliards FCFA contre 407,98 milliards FCFA en 2014, soit une hausse de 3,0% ;
- les Impôts : 379,20 milliards FCFA contre 345,79 milliards FCFA en 2014, soit une hausse de 9,7% ;
- le Trésor : 59,80 milliards FCFA contre 56,70 milliards FCFA en 2014, soit une hausse de 5,5%

En ce qui concerne les autres recettes budgétaires, les prévisions pour 2015 s'établissent à 120,93 milliards FCFA contre 98,62 milliards FCFA en 2014, soit une hausse de 22,6%. Cette hausse serait attribuable à l'accroissement des Fonds de concours et recettes assimilées de 27,2% par rapport à 2014.

Quant aux Budgets annexes et autres recettes, ils ont enregistré une baisse de 14,3% en lien avec le repli des Comptes Spéciaux du Trésor.

Tableau 15: Prévisions des recettes budgétaires pour 2015 (en milliards FCFA)

	Prévisions 2014	Prévisions 2015	Ecart (2015)-(2014)	Variations 2015/2014(%)
Budget Général	909,09	979,98	70,89	7,8
Recettes des régies	810,473	859,05	48,58	6,0
DGDDI	407,983	420,05	12,07	3,0
DGID	345,79	379,20	33,41	9,7
DGTCP	56,7	59,80	3,10	5,5
Autres recettes Budgétaires	98,62	120,93	22,31	22,6
Dons budgétaires	9,60	9,00	-0,60	-6,3
Allègement de la dette	7,11	7,75	0,64	9,0

	Prévisions 2014	Prévisions 2015	Ecart (2015)-(2014)	Variations 2015/2014(%)
Fonds de concours et recettes assimilées	81,91	104,18	22,27	27,2
Budgets annexes et autres recettes	61,9	53,06	-8,84	-14,3
Autres recettes	30,4	31,11	0,71	2,3
FNRB	22,72	23,44	0,72	3,1
CAA	4,00	4,00	0,00	0,0
FR	3,68	3,68	0,00	0,0
Compte d'Affectation Spéciale	31,50	21,95	-9,55	-30,3
Total Operations Budgétaires	970,99	1 033,04	62,05	6,4

Source: DGAE - DGB / MEFPD, décembre 2014

Pour la gestion 2015, les prévisions de dépenses budgétaires s'établissent à 1213,02 milliards FCFA, en hausse de 17,6% par rapport à la gestion 2014. Cette hausse des dépenses totales serait imputable aussi bien aux dépenses courantes et aux dépenses relatives à la dette publique, qu'aux dépenses en capital.

La hausse des dépenses courantes de 8,9% en 2015 par rapport à 2014 est induite particulièrement par les dépenses de transfert et celles de fonctionnement.

S'agissant de la dette publique, elle enregistrerait une hausse de 90,4% par rapport à 2014.

Les dépenses en capital quant à elles connaîtraient une hausse de 36,2% induite par un accroissement de 71,3% du financement extérieur par rapport à 2014 en lien avec les retombées attendues de la table ronde de paris sur l'économie nationale.

Les dépenses des « Autres Budgets » connaîtraient également un accroissement de 6,0% par rapport à 2014.

Quant aux comptes spéciaux du Trésor, ils connaîtraient un repli de 8,8% par rapport leur niveau de 2014.

Tableau 16: Prévisions des dépenses budgétaires pour 2015 (en milliards FCFA)

	Prévisions 2014	Prévisions 2015	Ecart (2015)-(2014)	Variation 2015/2014(%)
DEPENSES ORDINAIRES	621,17	695,59	74,43	12,0
Dépenses courantes	597,60	650,71	53,12	8,9
Dépenses de personnel	320,89	326,79	5,90	1,8
Dépenses de fonctionnement	112,36	120,29	7,93	7,1
Dépenses de transfert	164,34	203,63	39,29	23,9
Dette publique	23,57	44,88	21,31	90,4
DEPENSES EN CAPITAL	297,8	405,62	107,82	36,2
Ressources intérieures	161,6	172,32	10,72	6,6

Ressources extérieures	136,2	233,3	97,10	71,3
AUTRES BUDGETS	59,8	63,4	3,60	6,0
FNRB	48,7	52,2	3,50	7,2
CAA	2,1	2,2	0,10	4,8
Fonds Routier	9	9	0,00	0,0
COMPTE SPECIAUX DU TRESOR	53,07	48,41	-4,66	-8,8
BUDGET GENERAL	1 031,84	1 213,02	181,19	17,6

Source: DGAE - DGB/MEFPD, décembre 2014

3. EQUILIBRE GENERAL DE LA LOI DE FINANCES 2015

Les ressources de la Loi de Finances pour la gestion 2015, les plafonds des charges et l'équilibre qui en résulte sont contenus dans le tableau ci-après :

Tableau 17: Equilibre général de la Loi de Finances, gestion 2015 (en millions FCFA)

OPERATIONS	RESSOURCES		CHARGES		SOLDES	
	2014	2015	2014	2015	2014	2015
I- BUDGET GENERAL	876 047	940 605	918 970	1 101 207	-42 923	-160 602
A- Recettes Totales du Budget général (a)+ (b) + (c)+(d)	876 047	940 605				
a- Recettes des régies (non compris recettes affectées)	777 425	819 677				
b- Dons budgétaires	9 600	9 000				
c- Allègement de la dette	7 112	7 753				
d-Fonds de concours et recettes assimilées	81 910	104 175				
B-Dépenses du Budget Général (a) + (b)			918 970	1 101 207		
a- Dépenses ordinaires			621 170	695 588		
• dépenses de personnel			320 895	326 794		
• charges financières de la dette			23 570	44 878		
• dépenses d'acquisitions de biens et services			112 364	120 290		
• dépenses de transfert			164 341	203 626		
b- Dépenses en capital			297 800	405 619		
• sur financement intérieur			161 600	172 319		
• sur financement extérieur			136 200	233 300		
Solde Budget Général (S1) = (A) – (B)					-42 923	- 160 602
II- BUDGET ANNEXE ET AUTRES BUDGETS	30 400	31 114	59 800	63 400		
a- Fonds National des Retraites du Bénin	22 723	23 435	48 700	52 200		
b- Fonds Routier	3 679	3 679	9 000	9 000		
c- Caisse Autonome d'Amortissement	4 000	4 000	2 100	2 200		
Solde Budget Annexe et Autres Budgets (S2)					-29 400	- 32 286
III- COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE	64 548	61 324	53 067	48 414		
a- Compte SYDONIA	2 567	2 567	2 567	2 567		
b- Compte "Opérations Militaires à l'Extérieur"	16 000	16 000	16 000	16 000		
c- Compte "Partenariat Mondial pour l'Education"	0	5 947	0	5 947		
d- Compte "Opération Escortes Douanières"	26 481	27 910	15 000	15 000		
e- Compte "opération RAMU"	4 000	5 700	4 000	5 700		
f- Compte "FAST TRACK"	15 500	-	15 500	-		
g- Compte "Etudes de Faisabilité"		3 200		3 200		
Solde compte d'Affectation Spéciale (S3)					11 481	12 910
SOLDE BUDGETAIRE GLOBAL (SBG)=(S1) +(S2) + (S3)					-60 842	- 179 978
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (UEMOA)*					75 358	53 322

*Recettes Totales (y compris dons budgétaires et ressources IPSTE)- Dépenses courantes – Dépenses en capital sur financement intérieur

Source : DGB/MEFPD, décembre 2014

Le budget de l'Etat pour la gestion 2015 dégage, par rapport aux recettes budgétaires, un solde budgétaire global négatif de 179,98 milliards de francs CFA.

CONCLUSION

Après le ralentissement observé au premier trimestre de l'année 2014, l'activité économique mondiale a progressivement repris au second semestre. Le taux de croissance mondiale prévu par le FMI dans ses perspectives à fin juillet 2014 est de 3,4%.

Sur le plan national, l'année 2013a été marquée par une nouvelle accélération de la croissance économique et un taux de croissance économique de 5,6% contre 5,4% en 2012. L'année 2014, devrait être marquée par une consolidation de cette croissance avec un taux de croissance de 5,7%. Cette performance serait essentiellement tirée par la poursuite de la mise en œuvre des différentes mesures et actions engagées en vue d'améliorer la production cotonnière, la redynamisation du secteur secondaire, la poursuite de la modernisation du Port de Cotonou et de la qualité des services administratifs.

La politique économique de l'année 2015 s'inscrira dans le cadre de l'orientation quinquennale 2012-2016. Les points d'application retenus sont **(i) la promotion de l'emploi des jeunes ; (ii) le renforcement du capital humain et des infrastructures de soutien à la production ; (iii) la modernisation de l'agriculture (production vivrière, élevage et pêche) et la promotion de l'agro-industrie ; (iv) le développement local.** Les axes transversaux retenus pour la gestion 2015 sont : **la promotion de la bonne gouvernance, le développement des archives, la réduction des inégalités de genre et la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques.**

Ainsi, il est attendu un taux de croissance de 6,0% dans un environnement non inflationniste avec un taux d'inflation avoisinant 2%. Dans ce contexte, les recettes de l'Etat s'établiraient à 1033,04 milliards FCFA avec une prévision de dépenses de 1213,02 milliards FCFA. Il se dégage donc un déficit de 179,98 milliards FCFA pour 2015.